



# Une Europe qui offre un futur

Stratégie pour une croissance durable au-delà de 2010



.be

# Remerciements

Le Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la Pauvreté, Philippe Courard, a rendu possible ce projet. Je l'en remercie. Je tiens également à remercier la province du Brabant flamand, et particulièrement Wendy Broos. Grâce à son soutien, la journée de présentation du dossier est devenue possible.

De plus, je remercie ceux qui ont collaboré à ce dossier en terme de contenu. Grâce à leurs ardeur et appui inlassables, nous pouvons présenter aujourd'hui ce rapport. Le *Overleggroep Werk en Sociale Economie du Vlaams Netwerk van verenigingen waar armen het woord nemen*, a été le pilote de ce projet. Je tiens à les remercier de s'être penchés à chaque fois sur les nouvelles informations des groupes de travail, de leurs idées bouillonnantes et de leur ardeur inlassable. De forts remerciements également à toutes les associations où les personnes en situation de pauvreté prennent la parole qui ont ouvert leurs portes et qui étaient disposées à joindre la réflexion sur cette matière 'européenne' difficile. Merci à Alpha 5000 (Namur), *De Brug* (Hasselt), *De Schakel* (Bruxelles), Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (Namur), *Samenlevingsopbouw Antwerpen Stad*, La Rochelle (Roux), t'Hope (Roulers), *Vierdewereldgroep mensen voor mensen* (Alost), Wieder (Bruges). Merci à toutes les personnes en situation de pauvreté qui m'ont confié leurs vécus personnels lors de ces entretiens. Vous m'avez apporté des idées d'une valeur non-mesurable.

J'aimerais remercier en particulier Elke Vandermeerschen du *Vlaams Netwerk van verenigingen waar armen het woord nemen*. Dès le début, elle m'a immergée dans la matière. Son feedback stimulant et ses remarques critiques ont permis de mettre à point le contenu de ce dossier. Elke, merci pour la bonne collaboration !

Pour la formulation des recommandations, quelques personnes ont joué un rôle crucial. Ludo Horemans, Christine Mahy, Elke Vandermeerschen et Paul Vaernewyck, merci de partager votre savoir-faire. Les circonstances n'ont pas laissé beaucoup de temps pour réagir, je vous remercie tous infiniment de vos interventions rapides.

En outre, je tiens à remercier les fédérations des travailleurs du côté flamand pour m'avoir communiqué leurs connaissances et points de vue par rapport au dossier. Merci, Chris Serroyen (ACV), Maarten Dedeyne (ACLVB) et Françoise Vermeersch (ABVV).

Merci aux collègues de leur apport et de leur aide à ce projet, allant du feedback au niveau du contenu jusqu'à l'appui pratique et logistique. Merci aux équipes du Vlaams Netwerk, les partenaires bruxellois et le Réseau Wallon. Je remercie en particulier Arne, Frederic, Gaëlle, Ingrid, Kaniyé, Katelijn, Marielle, Marleen, Sieg, Stephan et Swa.

Et finalement, ce dossier n'aurait pas été possible sans la flexibilité des personnes qui se sont occupées de la mise en page et de la traduction. Patrick Dooms pour la mise en page, Fabienne De Vis pour la traduction française, Erik Vaernewyck pour la traduction anglaise et imprimerie Sintjoris.

**Karolien Schepens**  
Chargée de mission BAPN













# Préface

Le rapport qui se trouve devant vous formule une alternative à la vision de l'Union européenne sur son futur, tout en offrant des alternatives pour une nouvelle période. Le Conseil européen a développé en l'an 2000 une stratégie pour la croissance et la mise à l'emploi ayant pour but de faciliter le progrès au niveau européen. Cette stratégie, appelée la stratégie de Lisbonne, prendra fin en 2010 et n'a pas réussi à réaliser ses promesses. Dans ce rapport, quelques poignées sont offertes qui sont d'une importance cruciale pour le développement d'une nouvelle stratégie. Partant de la constatation qu'en Europe, la pauvreté s'accroît et que l'UE réussit de moins en moins à transmettre à ses citoyens le caractère d'une Europe sociale, au sein de laquelle chaque citoyen a accès aux droits fondamentaux, nous ébaucherons le visage que l'Europe devrait avoir. Nous traiterons de différents thèmes et réfléchirons sur le progrès, la justice, la croissance, l'apprentissage, l'emploi, etc.

Aujourd'hui, l'Europe se trouve à un carrefour et doit décider quelle direction prendre, décision qui aura des conséquences importantes pour la vie quotidienne de tout habitant de l'Europe. Voici la raison pour laquelle il est d'une importance cruciale d'ouvrir le débat et de donner une voix aux citoyens par rapport aux décisions qui concernent leur propre vie. Plus d'**1 citoyen sur 6 vit sous le seuil de pauvreté** (Eurostat 2007)<sup>1</sup>. L'importance de la participation des personnes en situation de pauvreté au débat sur le futur de l'Europe ne peut donc pas être sous-estimée.

Le Réseau Belge de Lutte contre la Pauvreté (BAPN) essaye de garantir cette participation. En recueillant les expériences des personnes en situation de pauvreté de toute la Belgique par l'intermédiaire de ses trois réseaux régionaux<sup>2</sup>, BAPN accroît la portée de la lutte contre la pauvreté et milite en faveur d'une place et voix équivalentes des personnes concernées dans le débat public et les décisions politiques, tant au niveau national qu'au niveau européen.

Ce rapport est le résultat des multiples entretiens avec des personnes en situation de pauvreté. Au sein de ce projet de recherche de BAPN, la région flamande, le *Vlaams Netwerk van verenigingen waar armen het woord nemen*, a fait fonction de pilote. Le groupe de concertation *Overleggroep Werk en Sociale Economie*, qui est ancré de façon structurelle dans le *Vlaams Netwerk* et au sein duquel siègent des associations actives autour du thème de l'emploi et l'économie sociale, a fait le suivi systématique du projet et de son contenu.

---

<sup>1</sup> Eurostat : 79 millions d'Européens (16%) vivent en pauvreté en 2007, ou en d'autres mots 1 sur 6,25.

<sup>2</sup> Notamment les partenaires bruxellois (BPA, Forum Bruxellois) de lutte contre la pauvreté, le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP) et le *Vlaams Netwerk van verenigingen waar armen het woord nemen*.

On a commencé par des discussions en groupe dans quatre associations flamandes (*De Brug* de Hasselt, *Vierdewereldgroep mensen voor mensen* d'Alost, *tHope* de Roulers et *Wieder* de Bruges), tout en associant également, dans une phase postérieure, une association bruxelloise (*De Schakel*) et deux associations wallonnes (La Rochelle de Roux, Alpha 5000 de Namur). Les résultats de ces discussions ont été soumis de façon continue au *Overleggroep Werk en Sociale Economie*. Tout au long, le dossier a ainsi été conçu en différentes étapes : les résultats des discussions en groupe dans les différentes associations où les personnes en situation de pauvreté prennent la parole, fournissaient du matériel de débat au sein du *Overleggroep*. De plus, pendant le projet, nous avons également fortement misé sur les partenariats et nous avons mené des entretiens sur nos recommandations avec des organisations de travailleurs, des collaborateurs universitaires, chargés de mission, organisations sociales,... afin de renforcer le dossier et d'augmenter l'engagement.

Prenant comme base la réflexion commune par les personnes en situation de pauvreté sur l'Union européenne d'aujourd'hui et le monde où nous habitons, nous franchissons, moyennant ce rapport, le pas vers la formulation de recommandations pour l'UE de demain, pour une UE où nous voulons vivre. Nous espérons de tout cœur que l'UE opte pour une Union sociale et juste, une Union portée par ses citoyens et capable de regagner leur confiance.

Ce rapport est unique. La force des personnes en situation de pauvreté et les connaissances dont elles disposent, reposent sur leurs propres expériences de vie en pauvreté. C'est exactement cette expérience spécifique qui permet la production de ce type de connaissances. En d'autres mots, ces connaissances ne peuvent être recueillies ailleurs.

**2010.** Outre qu'il est temps pour une nouvelle stratégie, 2010 est aussi l'Année européenne de lutte contre la pauvreté. L'Union européenne sera bien obligée de faire des démarches qui devront réellement réussir à faire s'effondrer les chiffres de la pauvreté. A cet égard, l'importance de la voix des personnes en situation de pauvreté sera encore mise en évidence, puisqu'il n'y a que les personnes concernées qui peuvent indiquer où le bât blesse et quelles solutions leur paraissent une alternative réaliste et plausible. Il faudra entamer le débat.

De plus, la deuxième moitié de 2010, la Belgique présidera l'Union européenne. Aussi espérons-nous que cette présidence sera capable d'augmenter le poids mis dans la balance par ce rapport. La Belgique peut, elle aussi, aider à inciter l'Europe à prendre les bonnes décisions.

**Nous comptons sur vous.**







## 1 La stratégie de Lisbonne et la lutte contre la pauvreté :

### état des lieux

Dans le cadre de la globalisation croissante – qui va de pair avec l'augmentation continue de la concurrence entre les (grands) pouvoirs – s'amplifient, à travers le temps, l'importance et le désir de développer une stratégie devant garantir et renforcer dans le futur la position de l'Union européenne sur la scène mondiale. Afin de ne pas être effacée de la carte universelle, l'UE développe une stratégie devant assurer sa position par rapport à l'Amérique, l'Asie, la Chine... Dans cette stratégie, l'UE recherche ses atouts. En pointant toutes ses armes au renforcement et développement de ces atouts, elle essaye de conquérir une position forte au niveau mondial.

En 2000, c'est la stratégie de Lisbonne qui donne une réponse à la question des éléments sur lesquels l'Union européenne doit miser afin de renforcer sa position sur la scène mondiale. La stratégie de Lisbonne est un plan sur dix ans (2000-2010) dont l'objectif est de faire de l'UE « ... *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale* » (Conseil européen de Lisbonne 2000, les 23 et 24 mars). Les atouts de l'UE se situent donc sur trois domaines qui, en même temps, forment les piliers de la stratégie : l'économique, le social et l'environnemental.





En ce qui concerne le pilier social, on parle entre autres de la création d'une plus forte cohésion sociale, d'investissements au niveau humain et de développement d'un État providence actif et dynamique, d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité, également pour les groupes vulnérables, de la promotion de tous les aspects d'égalité des chances. Finalement, on s'engage à avoir un impact décisif sur l'éradication de la pauvreté dans les dix ans à venir (Conseil européen de Lisbonne 2000, les 23 et 24 mars). *"Il est inacceptable que, dans l'UE, tant de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté et soient touchées par l'exclusion sociale. Il faut prendre des mesures pour donner un élan décisif à l'élimination de la pauvreté en fixant des objectifs appropriés [...]"* (Conseil européen de Lisbonne 2000, les 23 et 24 mars).

A travers le temps, la stratégie de Lisbonne est toujours restée forte en tant qu'outil politique directeur, tant pour l'Europe que pour ses Etats Membres nationaux. En 2005, on a continué à élaborer et à détailler la stratégie. Cette élaboration comprenait le renforcement du modèle appelé « *job-growth-model* » et a activé le triangle de l'emploi, de la croissance et de la prospérité. Le raisonnement en était le suivant : investir dans un nombre plus élevé d'emplois, d'une meilleure qualité pour tous, aura un impact positif sur notre croissance économique, puisque plus de personnes mises à l'emploi résultera en une plus grande productivité, plus de personnes recevront un salaire, ce qui mènera à une consommation plus élevée. Si l'économie est renforcée de cette façon et permettra plus de croissance, la prospérité générale au sein de l'Europe s'accroîtra (COM, 2.2.2005).

En intégrant ce raisonnement triangulaire, l'Union européenne pourrait également réaliser les objectifs sociaux de la stratégie. Car, une augmentation générale de la prospérité pour tous impliquerait qu'également les personnes en situation de pauvreté profiteraient de cette stratégie. De cette façon, la stratégie engagerait automatiquement la lutte contre la pauvreté.

Toutefois, l'adaptation en 2005 a eu un impact important sur l'équilibre entre les trois piliers de la stratégie, le pilier économique ayant reçu plus de poids. Le pilier social disparaît de plus en plus à l'arrière-plan car le point de départ était que la 'prospérité pour tous' serait une conséquence automatique des investissements dans la mise à l'emploi. En soulignant de façon bornée le thème de l'emploi, les investissements directs dans le pilier social ne se sont pas réalisés.

*Une erreur de réflexion majeure faite par eux est de mettre l'économie en premier lieu et de réfléchir par après à l'aspect social ou humain. Car, où se trouve le bien-être des personnes? Il apparaît que les personnes sont utilisées pour faire tourner l'économie. En fait, le point de départ devrait être le social ; suivi de l'environnemental et de l'économique*  
Groupe de travail Wieder, Bruges, le 18 août 2009

La question de savoir si la stratégie de Lisbonne a réalisé ses objectifs n'est plus actuelle. Les chiffres de pauvreté disponibles nous donnent une réponse univoque. **1 personne sur 7 dans notre pays vit en dessous du seuil de pauvreté** (Baromètre Interfédéral de la Pauvreté 2009). **En Europe, ce chiffre s'élève à presque 1 sur 6** (Eurostat). Le seuil de pauvreté équivaut à 60% du revenu national médian disponible au niveau individuel. *“En Belgique, 1 personne sur 7 peut être considérée comme pauvre (14,7%). Il s'agit de personnes célibataires disposant d'un revenu net disponible de moins de 860 euros par mois et de ménages ayant un revenu net disponible de moins de 1.805 euros par mois.”*<sup>3</sup> Comme si cette constatation en soi n'était pas assez inquiétante, les chiffres de l'OCDE indiquent que la part des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté s'accroît et que la fracture entre riches et pauvres s'agrandit, également au sein des pays appartenant à l'UE. *“The gap between rich and poor and the number of people below the poverty line have both grown over the past two decades.”*<sup>4</sup>

*J'ai lu que la différence actuelle entre les pauvres et les riches est beaucoup plus importante qu'il y a 100 ans. [...] La différence qui existe maintenant est beaucoup plus importante que dans le film Daens, entre le baron et l'ouvrier. De nos jours, cette fracture est beaucoup plus importante, en chiffres absolus. C'est quelque chose que l'on ne sait pas et, de plus, la différence s'accroît chaque année.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

En outre, dans la stratégie de Lisbonne, on parle également de la création d'une cohésion sociale plus solide. Mais, il reste plutôt à deviner ce qu'ils entendent exactement par cette notion et quels objectifs concrets ils avancent.

*La cohésion sociale: pour moi, cela signifie que toutes les personnes, d'une manière ou d'une autre, forment une communauté. Mais, ce qui nous saute aux yeux justement est que les personnes en situation de pauvreté – même si elles habitent à côté – vivent souvent dans des mondes très distincts. Cela me frappe.*

Overleggroep Werk en Sociale Economie, Bruxelles, le 2 juillet 2009

Cette définition de la cohésion sociale, où la population forme une vraie communauté, nous permet de constater que les résultats sont plutôt déplorables. De nos jours, nous paraissions plutôt évoluer dans un espace froid et impersonnel.

*Une Europe un peu plus chaleureuse, cela ferait du bien. Si tu penses à avant, il y a tout une différence. Dans la rue, où tous les gens étaient assis devant la porte pour causer, tous ensemble, cette ambiance... Par rapport à aujourd'hui. Maintenant quand tu sors de ta maison au même moment que ton voisin, vous vous regardez et voilà qu'on se dispute*

Groupe de travail Wieder, le 18 août 2009

<sup>3</sup> [http://economie.fgov.be/nl/binaries/pr128\\_nl%5B1%5D\\_tcm325-31933.pdf](http://economie.fgov.be/nl/binaries/pr128_nl%5B1%5D_tcm325-31933.pdf)

<sup>4</sup> <http://www.oecd.org/dataoecd/45/42/41527936.pdf>

L'UE ne réussit pas à accomplir ses promesses. Mais il n'y a pas que le pilier social où le bât blesse en terme de réalisations : les accomplissements dans le domaine économique et environnemental sont également plutôt décevants. Aujourd'hui, nous affrontons une crise financière et économique (on pense aux faillites multiples, épargnes...)

*C'est la crise, les gens perdent leur travail. L'insécurité s'accroît, également dans les entreprises, personne n'ose prendre de nouvelles initiatives maintenant. Le monde économique s'endurcit et s'immobilise, car qu'est-ce qui reste encore, après des années d'optimisme? La déception et la méfiance.*

Groupe de travail 2 De Schakel, Bruxelles, le 10 novembre 2009

*De nos jours il est difficile de croire encore dans la création d'emplois, car ce que nous voyons, c'est les grandes entreprises qui renvoient leurs travailleurs.*

Groupe de travail RWLP, Namur, le 9 octobre 2009

sans aborder même la problématique importante de l'environnement (on pense au réchauffement de la terre, le problème des poussières fines...).

*Il existe tant d'alternatives pour, par exemple, les moteurs à essence. Mais on s'y oppose parce que cela n'est pas rentable pour l'économie. Ceux qui profitent maintenant de l'industrie pétrolière le bloquent.*

Groupe de travail Werk en Sociale Economie, Bruxelles, le 2 juillet 2009

Nous faisons face aujourd'hui à une crise quadruple : financière, économique, mais également sociale et environnementale. La politique précédente de l'UE n'a pas pu nous en préserver.

**Il est temps d'introduire des changements. Le temps presse.**





## 2 Une Europe équitable

Formulant les recommandations d'une nouvelle stratégie à partir de 2010, nous prenons pour base l'idée d'une société équitable : l'Union européenne doit faciliter la croissance et la prospérité pour tous ses citoyens. Pour ce, l'UE doit créer un cadre permettant à chaque individu de participer à la société. D'éventuels limites ou obstacles à cette participation doivent être ôtés. Une UE équitable est une Union pouvant garantir un bon standard de vie minimal à tous ses habitants. Une UE équitable est une société au sein de laquelle les droits de chaque individu ont de la valeur et ce, de manière automatique, pensons au droit à des soins de santé de qualité abordables, à un bon logement, à l'accès à l'enseignement, à un emploi de qualité bien rémunéré, à la participation et à l'accès à la culture et au sport, au droit à une famille... Malheureusement, aujourd'hui, ces aspects ne forment pas encore une évidence pour bon nombre de citoyens de l'Union, ce rapport-ci en constitue la preuve vivante.



Au niveau mondial, l'Union européenne doit constituer un modèle d'une région où les droits de l'homme occupent la première place, en reflétant cela dans des actions concrètes, faisant preuve d'efforts permanents afin de réaliser les droits de l'homme pour tous. A cet effet, l'UE devra avancer, dans une nouvelle stratégie, des objectifs concrets et solides dans le domaine de la lutte contre la pauvreté.

### Bannir la Pauvreté d'ici 2020

**L'Union européenne doit s'engager à faire chuter le chiffre de la pauvreté, en avançant comme indicateur l'objectif ambitieux de 0%. D'ici 2020, aucun citoyen de l'UE ne pourra vivre en dessous du seuil de la pauvreté. Le seuil européen de la pauvreté est déterminé à 60 % du revenu national médian. Dans un rapport bisannuel, les Etats Membres sont obligés de justifier les démarches et actions entreprises – ou non – pour atteindre l'objectif européen de 0%.**

Le Réseau Européen de Lutte contre la Pauvreté (EAPN) unit toutes les forces nationales actives dans la lutte contre la pauvreté au sein de l'UE. BAPN est également membre de cette coupole. EAPN insiste également pour une approche par les droits dans une prochaine stratégie *« a new model [...] that puts the economy at the service of societal needs [...] and actively reduces inequalities and poverty, rooted in a rights-based approach. Such a model is vital to prove that the EU can deliver on its promises of security, and deliver a coherent and sustainable vision which people can rely on to defend their interests and the public good. »* (EAPN proposals on a new EU post-2010 strategy, 2009, p.3).

En dépit du chiffre de pauvreté élevé, on ne peut pas nier que, tout au long de l'histoire, l'Union européenne – et plus que d'autres acteurs mondiaux – a prêté attention à l'aspect social. A cet égard, on fait souvent référence au Modèle Social européen, on pense par exemple au développement du système de sécurité sociale. Lorsque l'UE a pris la décision d'ouvrir ses marchés et de promouvoir la liberté de biens, de services, etc., au même moment, des mesures sociales devant protéger les citoyens contre le marché libre, sont entrées en vigueur. Que l'UE ait toujours prêté attention également à la protection de tous ses citoyens est une constatation importante, parce qu'elle démontre une différence nette avec les autres acteurs mondiaux. Comme aux États-Unis, par exemple, où l'aspect individuel prévaut sur le collectif, la protection sociale n'a pas été élaborée avec la même intensité.



*La différence entre l'Amérique et l'Europe est la façon de penser ; la vision individuelle ou collective. En Amérique, la liberté individuelle est à ce point importante car elle serait la nature de l'homme. En Europe, au moins, on est quand même un peu dans l'autre vision également, on se bat pour les autres et pour la communauté.*

Overleggroep Werk en Sociale Economie, Bruxelles, le 2 juillet 2009

*En Amérique, tu n'as rien! Si tu te retrouves dans la rue, eh ben, débrouilles-toi et voilà.*

Groupe de travail Wieder, Bruges, le 18 août 2009

Au fil des ans, l'Europe a souvent promu une politique sociale et a recherché à chaque fois un équilibre sain entre la politique économique et sociale. Toutefois, la question qui se pose est de savoir dans quelle mesure nous pouvons encore parler de ce Modèle Social européen aujourd'hui. Quel rôle est attribué au social dans l'ensemble de la politique de l'UE, et comment le volet « social » est-il accompli? Afin d'en obtenir une meilleure vue, nous traiterons brièvement les caractéristiques du Modèle Social européen selon Francine Mestrum (Attac Vlaanderen).

Selon Mestrum, le Modèle Social européen se base sur trois principes : la citoyenneté sociale, la protection contre le marché et le prélèvement de certains biens au marché.<sup>5</sup> Mestrum a emprunté la notion de la **citoyenneté sociale** à T.H. Marshall qui considère la citoyenneté sociale comme un complément de la citoyenneté politique. La citoyenneté sociale évoque que tous les citoyens sont égaux. Dans ce sens, on parle également du désir d'être équitable en tant qu'UE. « *Au vingtième siècle et contrairement au passé, on a commencé à considérer l'inégalité comme quelque chose d'inacceptable et de contre-nature. L'égalité de la citoyenneté sociale ne comprend pas l'égalité des revenus, mais elle considère tous les citoyens comme égaux devant la loi et face aux droits sociaux, économiques et politiques. C'est cette philosophie de l'égalité qui se trouve également à la base des droits de l'homme, y compris des droits sociaux, économiques et culturels.* »<sup>6</sup>

*Il n'est pas su sant d'accepter cette thèse d'équivalence, il faut également effectivement assurer que chacun ait accès à ses droits. Nous voici arrivés à la deuxième caractéristique du Modèle Social européen, à savoir le prélèvement de certains biens au fonctionnement du marché libre. Afin de garantir que tout le monde puisse participer dans la même mesure à la société, afin de permettre également aux personnes se trouvant dans une position économique plus faible de contraindre leurs droits de façon égale, il est absolument nécessaire que ces droits soient automatiquement mis en vigueur pour tous. En d'autres mots, ce n'est pas le marché arbitraire qui peut en avoir le dernier mot. « Une fois de plus, ce n'est pas exclure les gens du marché, mais bien empêcher que certaines personnes, à cause de leur situation économique, n'y aient pas accès.*

<sup>5</sup> <http://vl.attac.be/article750.html>

<sup>6</sup> Mestrum, Attac Vlaanderen, <http://vl.attac.be/article750.html>. (traduction française par BAPN; version originale en fin de document)

*« Une fois de plus, ce n'est pas exclure les gens du marché, mais bien empêcher que certaines personnes, à cause de leur situation économique, n'y aient pas accès. De cette façon, l'inégalité économique ne peut pas avoir de conséquences politiques ou autres. Dans notre société, ce n'est pas le revenu de la personne qui détermine si cette personne pourra envoyer ses enfants à l'école ou aller chez le médecin si il/elle est malade. L'homme a droit à la santé et à l'enseignement. C'est un droit civil. »<sup>7</sup>*

En d'autres mots, les droits ou la revendication des droits, ne peuvent pas dépendre d'un autre facteur, comme par exemple du statut socio-économique de quelqu'un ou du marché. *« Les décisions sur l'accès aux soins de santé, l'emploi... doivent être prises depuis une perspective humaine! »* (Groupe de travail La Rochelle, Roux, le 25 novembre 2009). *« Les personnes qui perdent leur travail ou qui gagnent peu doivent avoir droit à des allocations et à des services publics. Ce n'est pas le marché qui peut décider si quelqu'un a le droit de survivre. »<sup>8</sup>*

Ce dernier aspect fait référence à la troisième caractéristique, selon Mestrum, du Modèle Social européen, notamment que les personnes doivent être protégées contre l'(instabilité du) marché. Par conséquent, il faut appliquer – ici et là – des corrections pour garantir le principe des 'droits égaux pour tous'.

Partant des caractéristiques susmentionnées, le Modèle Social européen tourne autour de la protection de l'individu et fait le lien entre cette idée et le volet des droits : nous ne pouvons assurer les droits de tous que si tout n'est pas sujet aux forces du marché, et donc rendu dépendant de celui-ci. Toutefois, constatant que la mise en vigueur de ces droits n'est pas une évidence pour chaque citoyen de l'UE et qu'il existe toujours des seuils et des obstacles empêchant l'accès à ces droits, nous nous demandons si ce modèle existe vraiment dans la pratique, parce que ...

*Je ne peux pas me permettre d'ordinateur, donc je n'ai pas d'internet. Mais sur les travaux de ma fille, on marque bien : cfr. 'http://www....*

Groupe de travail De Brug, Hasselt, le 1er septembre 2009

*J'habite un petit appartement à Bruxelles, beaucoup trop petit pour la famille et il y a de l'humidité sur les murs. L'isolation laisse également à désirer, nous chauffons pour les voisins. A cause de mon mauvais logement, je ne peux me concentrer sur autre chose. Et puis le loyer est trop élevé.*

Groupe de travail 2 De Schakel, Bruxelles, le 10 novembre 2009

*Le loyer de mon logement est trop élevé. Pourtant il s'agit d'un besoin de base. T'as besoin d'un toit pour pouvoir vivre. Les loyers devraient être plus réglementés, tout le monde devrait y avoir accès et il ne devrait pas y avoir d'abus.*

Groupe de travail 1 De Schakel, Bruxelles, le 30 octobre 2009

Pour bon nombre de services, par exemple chez le médecin, tu dois d'abord payer et puis tu récupères l'argent, mais je ne peux pas l'avancer. Je n'arrive même pas à rembourser mes dettes!

Groupe de travail Wieder, Bruges, le 18 août 2009

*Quand tu es en situation de pauvreté, tu n'as pas de voiture. Cela fait 15 ans que je n'ai plus conduit une voiture. Cela t'enlève également ta liberté.*

Groupe de travail Wieder, Bruges, le 18 août 2009

7 ibid

8 ibid

Les citations susmentionnées des personnes en situation de pauvreté témoignent de l'accès infime qu'elles ont à leurs droits. La réalité quotidienne vécue par le citoyen de l'UE relève donc d'une toute autre histoire que celle de l'accès égal aux droits fondamentaux pour tous. Le marché et la prépondérance du pilier économique dans la stratégie y ont certainement contribué. « *Competition and market freedoms have been held sacred over the defense of fundamental rights* » (EAPN, juillet 2009, *An EU we can trust*, p. 1). Dans ce cadre, EAPN milite en faveur d'une recherche de l'impact de la privatisation et de la libéralisation des services publics sur l'accès aux droits.

Le chiffre de pauvreté pressant, le chômage élevé, l'accès réduit des personnes vulnérables dans notre société à un logement de qualité, à un enseignement décent, aux soins de santé... entraînent que l'Europe et son 'modèle social' perdent leur force de persuasion. Souvent, l'accès aux droits est également compliqué par les tracasseries administratives. La citation suivante en témoigne.

*L'Europe sociale, c'est très important, mais si c'est une Europe administrative, il y aura un mur qui fera basculer encore plus de gens dans la pauvreté. Par exemple, les mutuelles gèrent comme des entreprises les services complémentaires hors Inami et demandent des preuves administratives aux personnes pour accéder à leurs droits, ce qui freine l'aide !*

Groupe de travail La Rochelle, Roux, le 25 novembre 2009

*Qu'il existe une grande différence entre « avoir droit à » et « avoir un accès réel à ce droit », est souvent perdu de vue. "Sur papier tu as bien droit à un bon logement et un bon emploi, et tous les autres droits, mais ce n'est que sur papier, hein. En réalité, ce n'est pas le cas.*

Groupe de travail t'Hope, Roulers, le 13 octobre 2009

*Le problème ici est que les informations n'arrivent pas chez les gens ! Quand j'avais des dettes, personne n'est venu me dire ce que je devais faire. Ce sont surtout les services d'aide qui doivent s'approcher des gens ; si le droit est bien existant mais s'il n'est pas accessible, cela ne te sert à rien. J'ai besoin de quelqu'un qui me dit 'fais la demande' ou 'fais ceci et cela'. On n'arrive pas à résoudre tout cela seul, c'est ma plus grande frustration.*

Groupe de travail Wieder, Bruges, le 18 août 2009

L'UE aurait un Modèle Social européen. Dans la pratique, il s'avère souvent qu'il s'agit plutôt d'une illusion, faisant basculer ce Modèle, et également la foi des citoyens en l'Union. L'Eurobaromètre 70, par exemple, qui sonde l'opinion publique des citoyens de l'UE, évoque qu'en général, les Européens ont une idée négative sur la direction des développements nationaux et aussi de l'ensemble de l'UE. En outre, on évoque que cette méfiance s'accroît au fil du temps. En août 2007, 23% des citoyens n'étaient pas d'accord sur la direction prise par l'UE ; en août 2008, ce nombre s'était déjà élevé à 34% (Eurobaromètre 70, EC, décembre 2008). Ce n'est pas une coïncidence si EAPN, pour sa note de recommandations pour l'année 2010, a choisi le titre de « *An EU we can trust* », faisant allusion entre autres à la nécessité de réaliser, moyennant la nouvelle stratégie, un progrès clair au niveau social, notamment dans la lutte contre la pauvreté et l'inégalité. De plus, la *European Citizens Consultation*, réunion lors de laquelle 1.605 citoyens de l'Union ont été sondés sur leurs attentes vis-à-vis de l'UE, a démontré qu'on attend de l'Union qu'elle prenne un engagement solide et qu'elle s'occupe du pilier social (European Citizen's Consultation, 2009).



« In 26 [out of 27] consultations, concerns about the social situation in Europe were discussed. Issues raised included the consequences of demographic change, problems with current healthcare systems, fears of declining living standards and weak protection of the socially disadvantaged. [...] In 25 [out of 27] consultations, people voiced serious concerns about the economic and financial crisis, and its consequences for the competitiveness of the EU, potentially leading to an increasing poverty and unemployment. [...] In 10 consultations, the security situation was mentioned as a concern by the participants. » (European Citizen's Consultation, 2009, p.5).

Par sa politique, l'Union européenne paraît donner le ton, nous éloignant au fur et à mesure de ce que nous attendons en tant que citoyens et habitants de l'UE. Lors des multiples entretiens que nous avons menés avec des personnes en situation de pauvreté, l'angoisse pour le futur et la direction prise par l'UE, constituait un élément récurrent. L'angoisse d'une approche économique bornée est forte.

*Dans la définition de la stratégie de Lisbonne, tout tourne autour de l'économie, c'est une vision purement économique, alors il est impossible de prendre en compte les aspects environnemental et social.*

Overleggroep Werk en Sociale Economie, Bruxelles, le 2 juillet 2009

*La durabilité et la cohésion sociale, ce sont des mots qu'on y a rajoutés pour radoucir le texte, regardez combien de mots ont trait à l'économie dans la définition.*

Overleggroep Werk en Sociale Economie, Bruxelles, le 2 juillet 2009

Ces préoccupations sont également prononcées par bon nombre d'organisations de la société civile au niveau régional, national et même européen. La Spring Alliance<sup>9</sup> par exemple est une plateforme de différentes organisations européennes de la société civile unissant leurs forces pour convaincre l'UE pour que, dans sa politique, elle réfléchisse d'abord à l'homme et à la planète. Utilisant le slogan « put people and planet first », elles dénoncent l'optique économique bornée de l'UE. Nous aussi, nous militons en faveur d'une réorientation et une réinstauration d'un équilibre entre les trois piliers différents. Nous voulons une UE qui nous offre de la sécurité, il faut que nous puissions avoir confiance dans l'UE pour bâtir notre futur. Nous voulons une UE démocratique, où on écoute tous les citoyens. Nous devons être certains que l'UE pour laquelle nous prenons un engagement, défende les intérêts de chaque individu qui y habite. L'UE ne peut pas nous donner le sentiment d'être égaré ou abandonné.



9 Comprendant le Bureau Européen de l'Environnement, la Confédération Européenne des Syndicats, la Plateforme Sociale et Concord.

Il faut y avoir une collaboration forte, une solidarité importante entre la population, une cohésion sociale solide. Une UE qui puisse garantir les droits de chaque citoyen.

Malheureusement, nous constatons que l'Europe peu à peu se retrouve à la dérive. Dans des moments de crise et de moyens budgétaires limités, ce sur quoi elle mise d'abord devient clair. Mais les décisions qui sont prises gagnent d'autant plus en importance.

*La croissance de l'économie s'est paralysée. Des licenciements massifs sont en cours. Mais ils reprennent les vieux remèdes, notamment 'il faut que nous stimulions l'économie'.*

Overleggroep Werk en Sociale Economie, Bruxelles, le 2 juillet 2009

*Ce sont surtout les personnes en situation de pauvreté qui ressentent d'abord la crise. C'est nous qui le sentons tout d'abord.*

Groupe de travail Wieder, Bruges, le 18 août 2009

La première préoccupation est de remettre la croissance économique sur les rails, un signal donné tant au niveau national qu'europpéen. On est d'accord qu'il s'agit de l'un des objectifs à court terme le plus important, mais de quelle façon sera-t-il abordé exactement? Au détriment de ceux qui souffrent déjà le plus sous la crise ?

Aujourd'hui, l'image d'une Europe sociale est en jeu. Nous reconnaissons cette tendance non seulement au niveau européen, mais également au niveau national. La Belgique, par exemple, qui avant était un bon exemple en terme de développement de son modèle social, semble peu à peu perdre du terrain. Nous ne sommes plus le leader dans le domaine des soins de santé et de l'enseignement. Effectivement, à ce sujet, la stratégie de Lisbonne a probablement joué un rôle, basculant de façon plus prononcée l'aspect social depuis 2005, année de la réécriture de la stratégie.

Ces constatations sont préoccupantes. Que la stratégie susmentionnée n'ait pas pu livrer des résultats satisfaisants dans le domaine de la lutte contre la pauvreté est lié au fait que l'UE ne propose pas d'objectifs communs contraignants devant stimuler les Etats Membres à faire des progrès dans la lutte contre la pauvreté. De cette façon, l'UE se désengage de sa responsabilité de livrer également des résultats dans le domaine social et réussit à le camoufler en répétant à chaque fois « qu'il s'agit d'une responsabilité et compétence des Etats Membres nationaux ». Il est vrai que les thèmes sociaux retombent sous la compétence des Etats Membres et que ceux-là mêmes ne montrent pas trop d'enthousiasme à déléguer leur politique sociale, mais en concluant qu'au niveau européen « on ne doit rien faire » dans la



lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale témoignerait d'une attitude trop passive. Par contraire, cela ne veut pas dire que rien ne soit présent au niveau de l'UE. La Méthode Ouverte de Coordination (MOC) pour l'inclusion et la protection sociales est une méthode qui permet aux Etats Membres de comparer entre eux leurs réalisations au niveau social. Toutefois, cette méthode est sans contrainte, ce qui veut dire qu'aucune sanction n'est prévue, la pression de la compétitivité entre les Etats Membres en soi devrait être suffisamment stimulante.

Afin de replanter le pilier social dans la nouvelle stratégie, il est absolument nécessaire de reconnaître l'importance de la MOC, mais également de la renforcer. L'Union européenne nous offre l'opportunité de réunir les forces et d'entreprendre ensemble, au niveau européen, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Une opportunité à saisir des deux mains.

## RENFORCER LA METHODE OUVERTE DE COORDINATION

**L'Union européenne doit renforcer et approfondir la Méthode Ouverte de Coordination (« la MOC sociale ») dans les domaines de la protection sociale et de l'inclusion sociale afin de renforcer le pilier social dans sa politique, particulièrement dans le cadre de la nouvelle Stratégie européenne à partir de 2010.**

Par approfondir la MOC sociale, on entend:

... définir des indicateurs et des objectifs concrets, ambitieux et communs pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. La MOC doit être revêtue d'un caractère plus impératif et doit donner des sanctions aux Etats Membres qui ne réalisent pas suffisamment les objectifs dans le domaine de la lutte contre la pauvreté.

Par renforcer la MOC sociale, on entend:

... développer une meilleure synergie entre, d'un côté, l'instrument européen qu'est la MOC et, d'autre part, les rapports stratégiques et/ou les plans d'action nationaux des Etats Membres, afin de réaliser une meilleure gouvernance.

L'Union européenne doit encourager les Etats Membres, d'une manière plus contraignante, à construire et formuler leur Rapport National bisannuel de Protection Sociale et d'Inclusion Sociale et leur Plan d'Action National (PAN) de façon stratégique, dans le cadre de - et sur base de - (nouveaux) objectifs et indicateurs ayant un rapport direct avec la lutte contre la pauvreté. Plutôt qu'une compilation administrative incohérente d'éléments, les rapports stratégiques et les PAN doivent constituer des instruments solides avec des indicateurs et des objectifs clairs et concrets pour lutter contre la pauvreté. Cela en articulation avec des actions concrètes renforcées et encouragées au moyen de la MOC, incitant et consolidant l'apprentissage mutuel entre les Etats Membres. En outre, chaque rapport doit inclure une évaluation des progrès réalisés les deux dernières années en regard des indicateurs énoncés afin de pouvoir formuler des objectifs plus précis et adaptés au terme des années suivantes.

### 3 Proces

Nous avons déjà abordé l'Union européenne que nous désirons, notamment une UE plus sociale, plus égale et plus équitable. Voici l'objectif général que nous désirons avancer pour une nouvelle stratégie à partir de 2010. La justice et l'égalité forment une unité inséparable; la justice implique l'égalité. Par égalité, nous entendons ici la mise en vigueur automatique des droits fondamentaux pour chaque citoyen, c-à-d. indépendamment de son statut socio-économique, son origine, son sexe, son orientation sexuelle... L'égalité se réfère donc à l'absence de différence dans l'application de fait des droits d'une personne et ne signifie pas qu'on doit être les mêmes mais que tout le monde - indépendamment des différences - puisse bénéficier d'un même exercice des droits. A cet effet, nous lions toujours le principe de l'égalité au principe de la justice. **Progresser, signifie donc réaliser progressivement une UE sociale, égale et équitable.** De nos jours, trop souvent nous constatons que certains groupes et individus n'arrivent pas à faire valoir suffisamment leurs droits, tandis que d'autres en profitent avidement. La conséquence est que l'écart entre ceux qui peuvent en profiter et ceux qui ne peuvent pas augmente. Evoluer vers une société plus sociale, plus égalitaire et équitable revient au même **qu'ambitionner de combler l'écart entre riches et pauvres.**







*Il faut diminuer la fracture entre riches et pauvres.*  
(Groupe de travail 2 De Schakel, Bruxelles, le 10 novembre 2009)

Pour avoir une bonne compréhension de ce que signifie la fracture entre riches et pauvres, il est nécessaire de comprendre bien en quoi consiste la pauvreté. De nos jours, souvent la notion de pauvreté est réduite aux problèmes financiers. Toutefois, cette idée ne donne pas la notion correcte de la pauvreté. La pauvreté a un caractère multidimensionnel et comporte différents facteurs, parmi lesquels l'exclusion occupe une position centrale. « La pauvreté est un réseau d'exclusions sociales qui se situe dans plusieurs domaines de l'existence individuelle et collective. » (Vranken, 2008). Être pauvre, c'est donc beaucoup plus qu'avoir des problèmes financiers. Être pauvre traite des personnes qui « peuvent participer » à la société et **DISPOSENT** de leurs droits, des personnes qui sont exclues de la participation et qui éprouvent des difficultés en exerçant leurs droits. L'écart entre riches et pauvres n'est donc pas uniquement définissable en termes d'« argent », mais également – et plus encore – en termes d'accès aux droits. Dans ce contexte-ci, nous aimerions référer à Mestrum qui affirmait que la citoyenneté ne réfère pas à l'inégalité des revenus – ce qui ramène à la fracture financière – mais bien au principe d'équité qui est liée aux droits de chaque individu, et donc à l'idée d'être « tous égaux devant la loi »

Aussi, afin de voir si nous réalisons des progrès ou si la fracture entre riches et pauvres diminue, nous devons prendre en compte les deux aspects ; tant l'inégalité financière que l'accès aux droits. Pour arriver à une bonne compréhension de l'écart et donc de l'inégalité, l'aspect « inégalité financière » doit être défini par d'autres variables, comme par exemple l'accès aux services publics comme l'enseignement et les soins de santé et l'accès aux moyens matériels. « A better way of looking at inequality is seeing if people are deprived of key goods and services, such as having enough food to eat, or being able to afford a television or a washing machine » (rapport OCDE, *Growing Unequal*). En analysant la fracture, il nous faut également que nous nous posions les questions suivantes : tout le monde a-t-il droit à un logement de qualité à un prix abordable? Les enfants de tout un chacun peuvent-ils profiter d'un enseignement de qualité gratuit? Et qu'en est-il de l'offre en terme d'emploi ? Le marché du travail donne-t-il la possibilité à tous de participer ? Etc.

Dans la stratégie de Lisbonne actuelle, un des indicateurs les plus importants pour évaluer le progrès est le Produit Intérieur Brut (PIB) de chaque Etat Membre qui mesure la valeur (pécuniaire) de tous les biens et services produits dans un pays pendant une certaine période. Toutefois, cet indicateur est très limité vu qu'il ne dit rien sur la mesure d'inégalité dans la région concernée, en d'autres mots, il ne dit rien des écarts existants entre riches et pauvres. Un pays peut avoir un PIB très important, par exemple, mais en même temps présenter un chiffre de pauvreté élevé. « When there are large changes in inequality (more generally a change in income distribution) gross domestic product (GDP) or any other aggregate computed per capita may not provide an accurate assessment of the situation in which most people find themselves. If inequality increases enough relative to the increase in average per capital GDP, most people can be worse off even though average income is increasing » (Stiglitz, Sen, Fitoussi, Report by the Commission on the measurement of economic performance and social progress).



La frustration ressentie par les personnes en situation de pauvreté au niveau de la définition du progrès sur base du PIB, et non sur base la réduction des écarts entre riches et pauvres, est grande.

*L'évaluation du progrès est surtout réalisée via des objectifs économiques, quelle est notre place?*

Overleggroep Werk en Sociale Economie, Bruxelles, le 2 juillet 2009



Le progrès, c'est davantage que faire une photo de toute sorte de facteurs économiques (comme le PIB). Dans une nouvelle stratégie, des facteurs sociaux doivent peser autant dans la balance et intégrer réellement les indicateurs qui mesurent le progrès.

### VOORUITGANG METEN

**A côté du Produit Intérieur Brut (PIB), l'Union européenne doit formuler, rechercher et suivre des indicateurs de progrès complémentaires, indicateurs qui permettent de mesurer l'écart entre riches et pauvres.**

La pauvreté étant une problématique multidimensionnelle, l'écart entre riches et pauvres repose sur plusieurs aspects qui doivent tous être mesurés. Sur base de ces mesures, il faut définir des objectifs concrets liés à des indicateurs concrets. Une évaluation doit être organisée au moins tous les deux ans.

Deux outils pour mesurer (les aspects de) l'écart sont :

1. Le coefficient de Gini mesure le degré d'inégalité des revenus dans une région déterminée

Cette mesure donne un aperçu sur l'écart financier existant dans une société. Sur base des données de l'OCDE, nous pouvons constater que cet écart se creuse actuellement. Il faut entreprendre des actions et fixer des objectifs afin de le réduire.

2. • **Une mesure en terme de Droit : à savoir mesurer le nombre de personnes (%) dans l'UE qui ne peuvent accéder aux droits mentionnés dans le Traité des Droits de l'Homme, et ce, par pays et par droit. Sur cette base, suivre l'évolution devient possible.**

En même temps que les écarts financiers, il faut mesurer les écarts liés aux droits. Lors de la première année (2010), l'Europe doit encourager les Etats Membres à réaliser ce travail pour chaque droit, soit établir le pourcentage de la population qui ne bénéficie pas d'un certain droit dans leur vie quotidienne. Sur cette base, chaque pays doit effectuer une mesure en termes de droit, afin de fixer des indicateurs concrets, réalisables pour 2020. L'UE doit avoir pour ambition que le nombre de personnes n'ayant pas accès aux droits fondamentaux atteint 0% à la fin de la période, soit 2020

L'UE doit élaborer un baromètre de la pauvreté reprenant tous les types de mesures et permettant de suivre année après année l'évolution de l'éradication de la pauvreté dans chaque Etat Membre moyennant le rapportage dans le cadre de la MOC sociale.

Dans ce cadre-ci, nous pouvons également référer à l'appel d'EAPN envers l'Union européenne, l'incitant à obtenir des résultats au niveau de la réalisation des droits. A cet effet, EAPN lance immédiatement une proposition concrète : l'UE doit s'y engager par la signature d'un pacte social. « *This [the social pact] should set out how the EU will make progress and deliver on the Charter of Fundamental Rights and specific policy commitments [...]. This must set out how key rights will be delivered, confront the causes of poverty and the link to inequality, and ensure a consistent and coherent approach to promoting global equity* » (EAPN, position paper, An EU we can trust, p.7).

Par la proposition susmentionnée, nous répondons à la double demande introduite dans une communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, formulant explicitement la demande de prêter dans le futur plus d'attention à des mesures allant au-delà du PIB. « *La réponse à la crise devrait garantir la protection des membres les plus touchés et les plus vulnérables de la société. Ces défis soulignent la nécessité d'indicateurs plus riches ne se limitant pas à la seule croissance du PIB* » (Commission des Communautés Européennes, 20.8.2009, p.3). En outre, on demande de développer des indicateurs en collaboration avec les parties prenantes et les partenaires. Ce rapport donne une réponse aux deux demandes.

Comblent l'écart entre riches et pauvres au sein de l'UE est non seulement une direction plus souhaitée du point de vue moral, en plus des arguments se situant à un autre niveau peuvent être avancés. Quand l'UE mise sur « entraîner » tous ses citoyens afin que tous puissent s'épanouir, nous nous trouverons dans une situation d'autant plus forte. Chaque citoyen est important pour réaliser la croissance commune. « *La force de la chaîne se mesure par son maillon le plus faible* » (*Overleggroep Werk en Sociale Economie, Bruxelles, le 2 juillet 2009*). En d'autres mots, le potentiel de croissance général de l'UE dépend entre autres du potentiel de croissance de tous ses citoyens en tant qu'individuels. Réaliser que tout le monde PUISSE s'épanouir, les personnes en pauvreté aussi, ne concerne donc pas uniquement ces personnes-là, mais nous concerne tous. Plus élevé le nombre d'individus pouvant s'épanouir et bénéficier de la prospérité au sein de l'UE, plus nous aurons de possibilités pour progresser en tant que collectivité. Le fait que chaque individu ne puisse pas être « entraîné » hypothèque le progrès commun. Aussi avons-nous tout intérêt à soigner tous les individus de notre société, puisque chaque perte bloquera la croissance commune.



Dans ce contexte, nous référons aux idées développées par le professeur R. Wilkinson en collaboration avec sa collègue K. Pickett. Ils en arrivent à une théorie impressionnante – et apparemment – intégrale qui dit que presque chaque problème dans une société – comme la diminution de l'espérance de vie, la mortalité infantile, les drogues, la criminalité, les chiffres de suicide, les maladies mentales, l'obésité... – ont une seule racine et qu'ils peuvent être réduits à une seule cause-clé : l'inégalité présente dans cette société. Dans leur livre « *Why equal societies almost always do better* », pas à pas, ils étayent cette thèse époustouflante en utilisant des chiffres collectés tout au long des 3 dernières décennies. En outre, et peut-être s'agit-il là de la constatation la plus frappante, cette inégalité n'est pas seulement négative pour les classes sociales inférieures, mais pour tous, personnes aisées incluses. L'explication en est que ce n'est pas le chiffre de pauvreté absolu qui prédit les problèmes sociaux au sein d'une société, mais la différence et donc l'écart au niveau des revenus entre riches et pauvres (Wilkinson & Pickett, 2009).

*“Just as someone from the lowest-earning 20% of a more equal society is more likely to live longer than their counterpart from a less equal society, so too someone from the highest-earning 20% has a longer life expectancy than their alter ego in a less equal society. [...] The US is wealthier and spends more on health care than any other country, yet a baby born in Greece, where average income levels are about half that of the US, has a lower risk of infant mortality and longer life expectancy than an American baby. Obesity is twice as common in the UK as the more equal societies of Sweden and Norway, and six times more common in the US than in Japan. Teenage birth rates are six times higher in the UK than in more equal societies; mental illness is three times as common in the US as in Japan; murder rates are three times higher in more unequal countries.”* (Wilkinson, le 12 mars 2009, The Guardian).

Donc, dans une société déterminée, l'écart peu élevé entre riches et pauvres a une influence positive dans différents domaines de cette société. Au contraire, la prévalence de presque chaque problème social serait plus importante dans des sociétés moins égales « [...] *where income differentials were greatest, so were the social problems and lack of cohesion* » (Wilkinson, le 12 mars 2009, The Guardian).

Par conséquent, la diminution de l'écart pourrait également prévenir les effets négatifs causés par celui-ci. Aussi avons-nous tout intérêt à avancer comme objectif prioritaire celui de combler l'écart entre riches et pauvres dans la nouvelle stratégie.



## 4 Une Europe qui offre un futur. Stratégie pour une croissance durable au-delà de 2010.

La faillite de la stratégie précédente est probablement due à toute une série de facteurs, ayant une influence commune. Comme nous en avons déjà traité quelques-uns, nous aimerions, dans la partie qui suit, attirer l'attention sur un point névralgique en particulier : le manque de participation des personnes en pauvreté. On a mis de côté ce qui devrait être le point de départ d'une bonne politique, notamment la participation. On a oublié qu'une politique ou une stratégie ne forment pas d'éléments isolés, mais doivent émerger et naître de la participation de ceux sur lesquels la politique a une influence. Une politique effective se base sur la pleine participation. Vu que les recommandations reprises dans ce rapport proviennent des personnes en situation de pauvreté elles-mêmes, leur chance de réussite sera considérablement plus élevée.





## PARTICIPATION DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ A LA POLITIQUE

**Pour la fin 2010 au plus tard, l'Union européenne doit développer un plan en collaboration avec des organisations représentant des personnes en situation de pauvreté et des associations de personnes en situation de pauvreté. Ce plan devrait assurer la pleine participation des personnes en situation de pauvreté dans le processus politique européen.**

On souligne une pleine participation, ce qui veut dire que les personnes en situation de pauvreté doivent avoir le droit et la possibilité de débattre, d'échanger et de prendre des décisions. La participation des personnes en situation de pauvreté doit exister et être visible à toutes les étapes et ce, jusqu'au produit final. Pour que cela soit possible, il faut tenir compte de quelques principes généraux, en particulier que la participation se fasse à partir des personnes en situation de pauvreté, et en fonction de leur rythme. Un réel processus de participation demande suffisamment de temps (en termes de préparation).

Ceci peut être réalisé par:

- La reconnaissance du rapport annuel de la Rencontre Européenne des personnes en situation de pauvreté comme document essentiel. Ceci signifie que, suite à chaque rapport, l'Union européenne doit rédiger un rapport de réaction/réponse indiquant clairement quels éléments seront pris en considération et comment ils seront traités dans l'actuelle politique de l'Union européenne. L'Union européenne doit explorer la possibilité d'insérer structurellement ce rapport annuel dans l'évaluation des évolutions en matière de lutte contre la pauvreté.
- L'encouragement, par l'UE, des Etats Membres à rédiger des rapports au sujet de la participation des personnes en situation de pauvreté aux Rapports Stratégiques et aux PAN. Dans les rapports, les Etats Membres doivent indiquer de quelle façon cela est réalisé (p.ex. au moyen d'un groupe de travail structurel). La participation des personnes en situation de pauvreté doit devenir un des critères d'évaluation de la mise en oeuvre de ces rapports et/ou plans.
- La reconnaissance par l'UE de l'importance de la connaissance spécifique des personnes en situation de pauvreté, basée sur leurs expériences de vie en pauvreté. Autant les témoignages des personnes en situation de pauvreté en général que la force des experts du vécu en matière de lutte contre la pauvreté, sont importants. Dans leurs Rapports Stratégiques et leurs PAN, les Etats Membres doivent pouvoir prouver comment les personnes en situation de pauvreté et les experts du vécu ont été impliqués.

Par la suite, nous vous présentons, en tant que preuve de notre bonne foi vis-à-vis de la revendication susmentionnée, de la part des - et avec les - personnes en situation de pauvreté, une stratégie pouvant réaliser la promesse d'avoir un impact décisif sur l'éradication de la pauvreté. Une stratégie pour une croissance durable. Une UE, pas en crise, mais fleurissante et épanouissante, une UE offrant un futur.

Consécutivement, nous traiterons les trois thèmes suivants : répartition des ressources, emploi et apprentissage. Le thème transversal dans toutes les recommandations est de combler l'écart entre riches et pauvres.

## 4-1 Répartition des ressources

Dans notre lutte CONTRE la pauvreté et EN FAVEUR d'une Europe équitable et égale, un de nos points d'ancrage est la mise en question et la découverte des mécanismes actuels entravant la répartition équitable des biens et des services. Nous constatons, dans notre société, la présence d'un pêle-mêle de règles jouant un rôle extrêmement important dans le maintien ET l'agrandissement continu du fossé entre riches et pauvres.



*La pauvreté est maintenue par notre société qui donne le feu vert à l'accumulation de capital et qui diminue le « pas beaucoup*

*Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009*

Prendre la lutte contre la pauvreté au sérieux, signifie prêter attention au problème de la répartition des ressources. Une UE sociale et équitable est une Union promouvant la répartition. La revendication de la répartition répond au besoin de combler l'écart entre riches et pauvres et se situe sur deux voies : d'un côté, il s'agit de la répartition matérielle, par laquelle on peut entendre le revenu, de l'autre côté, il s'agit d'une répartition immatérielle, par laquelle nous entendons l'accès aux droits. Pour ce faire, nous référons à la définition de la société équitable formulée par le philosophe John Rawls. Selon lui, celle-ci est caractérisée par deux aspects : d'un côté, la garantie des droits de l'homme et des libertés fondamentales de chaque citoyen et, de l'autre côté, l'ambition d'une répartition la plus équitable possible des biens matériels (Rawls, 2001).

Dans son discours pour la réformation et la commémoration du Modèle Social européen, Francine Mestrum rejoint cette idée en formulant que cela implique forcément une répartition matérielle et non matérielle. « Forcément, les réformes devront être basées sur une répartition matérielle et immatérielle. Par répartition matérielle, j'entends les revenus, pour éviter que certaines personnes s'approprient toutes les richesses avec pour seul but d'acquérir plus de pouvoir. Par répartition immatérielle, je réfère à un développement durable écologique pour le Nord et le Sud, pour les riches et les pauvres et pour les générations actuelles et futures. Ceci est nécessaire pour la survie du genre humain. »<sup>10</sup>

Dans les paragraphes suivants, nous traitons les thèmes les plus importants dans le cadre de la répartition qui ont été avancés par les personnes en situation de pauvreté.

<sup>10</sup> <http://vl.attac.be/article750.html> (traduction française par BAPN; version originale en fin de document)

- **Prosperité partagée**

*L'Europe, veut-elle s'épanouir avec une partie des gens ou avec tous?*  
Groupe de travail 2 De Schakel, Bruxelles, le 10 novembre 2009

Dans certaines régions et pays d'Europe, la croissance économique, exprimée dans le PIB, s'est accrue. En général, on pose que la croissance économique constitue la condition pour permettre une meilleure vie pour toutes les personnes intégrant ce même territoire. Cette position réfère à la relation directe entre, d'un côté, la croissance économique et, de l'autre côté, une prospérité générale. En d'autres mots, au fil du temps, le PIB a toujours été connecté à la qualité de vie et le standard de vie, c-à-d. plus élevé est le PIB d'un certain territoire, plus élevée est la qualité de vie de chaque individu habitant ce territoire. Sur base de ce raisonnement, dans la stratégie de Lisbonne et plus encore dans sa reformulation en 2005, on encourage fortement le développement et la hausse du nombre d'emplois de meilleure qualité afin de stimuler l'économie et donc également la prospérité.

Toutefois, nous avons déjà indiqué précédemment que le PIB est un indicateur insuffisant pour le progrès et que le raisonnement triangulaire susmentionné (emplois, croissance, prospérité) ignore une lutte contre la pauvreté efficace. Même si la prospérité GÉNÉRALE d'une certaine région ou d'un certain pays augmente, cela ne signifie pas nécessairement qu'en réalité, le standard de vie de CHAQUE individu habitant ce territoire augmente. En dépit de l'augmentation de la prospérité générale (et donc du PIB), l'écart entre riches et pauvres dans ce même territoire peut également être important. Voici pourquoi tout le raisonnement triangulaire bascule :

*Ce raisonnement de jobgrowth dans la Stratégie de Lisbonne... Donc, ils vont investir dans des entreprises, nous facilitant l'accès à l'emploi. Par « nous », j'entends les personnes en situation de pauvreté. Donc, disent-ils alors, nous avons un emploi, ça va donc mieux pour nous. Qui sera dès lors capable d'acheter telles ou telles choses? Ils pensent : ah, tout le monde, donc également nous: parce que nous avons obtenu un emploi, nous pourrions faire les mêmes choses que les autres et nous acheter des choses. Mais, cela n'est pas vrai, hein ! Nous avons du travail, peut-être cela ira un peu mieux pour nous, mais il y aura encore les riches qui auront un pouvoir d'achat tout différent et ce seront eux qui profiteront de l'économie, qui s'enrichiront. D'accord, cette idée de création d'emplois pour tous, ce qui mènerait à une meilleure vie, mais finalement, c'est à nous de nous hisser, et pour qui? De nouveau pour ceux qui se trouvent au sommet. C'est un aspect tenace du système : les pauvres travaillent pour la croissance des riches.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

Le raisonnement triangulaire, tel qu'il existe actuellement dans la stratégie, n'est pas un instrument efficace dans la lutte contre la pauvreté, mais montre justement de quelle façon les actions directes pour combattre la pauvreté, sont postposées, opposées, mises à côté... Le fait que, de nos jours, le PIB d'un pays peut être au même niveau que le chiffre de pauvreté est inacceptable. Dans des mots simples, « l'argent présent est suffisant, mais il n'est pas utilisé pour garantir les droits de toutes les personnes habitant ce pays ».

Au contraire, souvent, il est de nouveau investi dans l'économie avec l'argument-camoufleur qui est de pouvoir réaliser une prospérité plus grande pour tous, faisant tourner le cercle et éloignant encore plus les personnes en situation de pauvreté de leurs droits. L'écart se creuse. Il s'avère que l'idée de la prospérité pour tous, dans la pratique, revient en fait à une plus grande prospérité pour tous ceux qui mènent déjà une vie assez bonne. Les personnes en situation de pauvreté ressentent une réponse ou un retour moins importants, bien que ce soit eux qui en aient le plus besoin. Que les personnes en situation de pauvreté ne puissent pas bénéficier de manière égale des bénéfices, cela a à voir avec l'effet de la trop faible répartition des bénéfices envers la population. Au fil des années, les personnes en situation de pauvreté n'ont pas pu bénéficier dans la même mesure de la prospérité générale offerte par l'Europe. Par conséquent, elles sont systématiquement mises hors jeu. Un des participants le formule de façon frappante :

*Il doit s'agir d'une prospérité partagée, ceci signifie : Des bénéfices pour TOUTES LES PERSONNES qui habitent en -Europe*  
Groupe de travail Wieder, Bruges, le 18 août 2009

Au lieu du terme 'prospérité générale', nous préférons introduire et défendre dès à présent l'idée de la *prospérité partagée*, référant à la nécessité de reprendre la répartition dans les politiques comme une mission-clé pour offrir une réponse décente à la pauvreté croissante au sein de l'UE. Une Europe équitable est une Europe qui peut s'épanouir, avec TOUS ses citoyens.

Afin de mener la lutte contre la pauvreté, il est donc nécessaire d'y intégrer la répartition, cela implique que la prospérité générale signifie également la prospérité partagée.

## REPARTITION

L'Union européenne doit désigner un organe européen en interne qui traite exclusivement le problème de la répartition.

- a. L'UE doit encourager les Etats Membres à exécuter un test de répartition de leur politique. Les résultats sont à rapporter à l'UE afin d'examiner l'effet de la politique menée sur la diminution des écarts.
- b. L'UE doit être constamment à la recherche de bonnes méthodes pour assurer la répartition matérielle et immatérielle des ressources au sein de l'UE et des Etats Membres.



Non seulement d'un point de vue social ou équitable, la répartition est mise à l'ordre du jour. Avec Wilkinson, nous pouvons affirmer qu'également d'un point de vue économique, la répartition constitue une solution durable à long terme. Car la répartition nous donne la possibilité de combler l'écart, et comme nous l'avons déjà abordé, ceci amène à une société où les problèmes sociaux ou de santé, dont, par exemple, la criminalité ou les dépressions, diminuent. A long terme, investir dans la population signifierait donc que moins d'argent devrait être attribué à, par exemple, la construction de prisons. Aller vers une approche préventive signifie donc investir dans des systèmes – comme le développement d'un bon mécanisme de répartition – pouvant combler la fracture entre riches et pauvres. « Mieux vaut prévenir que guérir ». La prévention est plus efficiente et plus efficace, elle mène à une réduction des coûts à long terme et est, de plus, une stratégie plus durable, bousculant le raisonnement concernant la croissance économique et la lutte contre la pauvreté :

*Qu'il y ait des personnes en situation de pauvreté qui ne peuvent pas participer est mauvais pour tous. Ils ne peuvent pas participer aux achats, par exemple, d'une voiture, entraînant des entreprises à la faillite. Et c'est un cercle vicieux que tu fais fonctionner. Quand les gens n'ont pas de voiture, ils ne trouvent pas d'emploi et leurs enfants ne peuvent, par exemple, pas aller à une formation supérieure en horaire décalé. Donc, ils n'ont pas la perspective d'aller travailler. La pauvreté limite la liberté, dans différents domaines. Et puis encore, la pauvreté est mauvaise pour la santé, et une mauvaise santé à son tour coûte beaucoup à la société. Tous ces problèmes-là pourraient faire un peu plus l'objet d'une prévention, mais il n'y a pas de perspectives, hein. La perspective de participer est limitée. Tu veux bien, mais tu ne peux pas.*

Groupe de travail De Brug, Hasselt, le 1er septembre 2009

*Si les gens avaient l'opportunité de collaborer à la société. Si le capitalisme sauvage devenait social, cela ne serait pas mauvais au niveau économique. Les gens doivent pouvoir acheter des produits, tout le monde doit pouvoir y participer.*

Overleggroep Werk en Sociale Economie, Bruxelles, le 2 juillet 2009

*Oui, si je pense à la télévision, tu vois de la pub avec des personnes très heureuses, qui habitent dans un environnement naturel, qui sont saines et mangent sain, ont de bonnes relations au sein de la famille, pas de stress au travail. Cela démontre quelque chose. Si tu as une bonne vie sociale, si tu es heureux, si tu as eu une belle jeunesse, si tu es motivé, si tu es sain, alors la croissance en sortira automatiquement, je veux dire... De nos jours, les gens ne sont plus sains et en bonne condition, parfois ils ne se sentent pas bien dans leur peau, ils sont stressés pour n'importe quoi, ils ne tiennent pas le coup, et comment cela se fait-il ? Parce qu'ils habitent dans un environnement sale ; à la télé, ils voient une tout autre image, et c'est ce que, eux aussi, ils veulent ! Et ils commencent à comparer avec leur propre monde, ce qui empire les choses, parce qu'ils pensent « regardez-moi, je suis comme un sac de patates ». Quand je regarde la télé, je vois une image totalement opposée à comment nous vivons de nos jours. Donc en fait, la société même se rend compte que les gens poursuivent un idéal, hein. Une famille, un bon travail,... mais à cela, à un bon travail, tu ne peux arriver, je crois, qu'à condition que le social et l'environnement soient en ordre.*

Groupe de travail Wieder, Bruges, le 18 août 2009

Bovenstaande citaten tonen aan dat het absoluut noodzakelijk is dat de Europese Unie de pijlers milieu en sociaal op zich erkent door een directe investering te verwezenlijken gericht op deze pijlers. Beide pijlers mogen geen resultante of afgeleide worden van de economie, maar verdienen een gelijke en waardevolle plaats. Een gelijkschakeling van de waarde van de verschillende pijlers, kan de komende EU-strategie – en dus ook de EU op wereldtoneel – versterken en is dé voorwaarde voor de ontwikkeling van een duurzame strategie.

## • Révision du système fiscal actuel

Sur base du plaidoyer précédent de répartition – afin d’atteindre une prospérité partagée –, dans cette partie, nous ferons le focus sur l’organisation des impôts et vérifierons de quelle façon il y a répartition entre riches et pauvres. De quelle façon la répartition est-elle effectuée ?

Vérifions la force de répartition des impôts en nous servant d’un exemple concret.

Voorbeeld 1: Fatima Hammoudi: alleenstaande –  
poetsvrouw bij dhr. De Clerck – besteedbaar  
jaarincome:  
€ 15.168

| Bestedingen   | BTW-<br>tarief | Uitgave/j       | Maatstaf van<br>heffing | BTW            |
|---------------|----------------|-----------------|-------------------------|----------------|
| Huur          | 0%             | € 6.000         | /                       | /              |
| Voeding       | 6%             | € 1.908         | € 1.800                 | € 108          |
| Andere        | 21%            | € 7.260         | € 6.000                 | € 1.260        |
| <b>TOTAAL</b> |                | <b>€ 15.168</b> |                         | <b>€ 1.368</b> |

BTW belastingsvoet =  $1.368/15.168 = 9,02\%$

Voorbeeld 2: Roger De Clerck: gezinshoofd – eigenaar  
van textielbedrijven – besteedbaar jaarincome:  
€ 1.000.000

| Bestedingen   | BTW-<br>tarief | Uitgave/j        | Maatstaf van<br>heffing | BTW             |
|---------------|----------------|------------------|-------------------------|-----------------|
| Voeding       | 6%             | € 89.358         | € 84.300                | € 5.058         |
| Andere        | 21%            | € 290.400        | € 240.000               | € 50.400        |
| Spaargeld     | 0%             | € 620.262        | /                       | /               |
| <b>TOTAAL</b> |                | <b>€ 100.000</b> |                         | <b>€ 55.458</b> |

BTW belastingsvoet =  $55.458/100.000 = 5,54\%$

Source : Fiscaliteit in een notendop. Johan Seynaeve.

Quand nous prenons une photo d’ensemble des dépenses d’une personne, nous remarquons que, finalement, ceux qui, au total, disposent de moins de capital, sont également ceux qui reçoivent un taux de taxation TVA plus élevé. Fatima, sur l’ensemble de ses revenus nets, paye plus d’impôts que son employeur, M. De Clerck. Fatima perd tous ses revenus nets mensuels à des moyens indispensables comme le loyer, l’alimentation, d’autres frais (dont l’électricité, le gaz,...). Elle perd le loyer pour toujours, et sur l’alimentation et d’autres frais, elle paye de 6 à 21 % de TVA. Si nous faisons le bilan de la partie de ses revenus nets destinés aux impôts par rapport à ses revenus nets totaux, c’est à dire avant qu’entre en vigueur le système fiscal (1.368 : 15.168), proportionnellement elle paye plus (9,02%) que De Clerk (5,54%). Fatima se retrouve sans rien. Elle travaille pour survivre. Au contraire, le contraste avec De Clerk, qui non seulement bénéficie d’un taux de taxation moins élevé, mais, en outre, peut investir ou épargner ce capital supplémentaire, est frappant. Cet exemple concret démontre substantiellement les déficiences des forces soi-disant de répartition du système fiscal. L’effet de répartition des impôts est mort, le temps urge pour revoir le système fiscal afin de pouvoir réaliser de nouveau la répartition comme moteur du régime fiscal.



*Oui, les personnes en situation de pauvreté ne peuvent pas acheter de maison, ne peuvent pas déduire et voilà, t'es parti. La façon dont fonctionnent les avantages fiscaux maintenant, ne perce absolument pas le cercle vicieux de la pauvreté. Absolument pas!*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

*J'ai travaillé 7 ou 8 années comme femme de ménage, et puis j'ai commencé à travailler dans une famille, l'un était avocat et l'autre gagnait également bien, ils avaient une villa, deux voitures,... et ils te payent tellement peu, nous travaillons si dur et en plus, ils peuvent le déduire.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

A côté de la fonction de répartition, les impôts sont également utilisés pour influencer le comportement économique des citoyens. Moyennant des stimuli financiers, les autorités essayent d'influencer le comportement des citoyens. La déductibilité fiscale s'applique donc aux affaires que l'Etat veut encourager. Pensons à l'épargne-pension qui est fortement stimulée, à l'installation de panneaux solaires pour promouvoir l'énergie verte, aux primes de rénovation pour les jeunes couples qui rénovent une vieille maison afin de décourager la surconstruction dans certaines régions, etc. Ces stimuli ne sont pas neutres, mais s'appuient sur l'agenda de l'Etat, sur les objectifs fixés par les autorités. Comme la déductibilité fiscale de certaines affaires forme un stimulus financier supplémentaire, on pourrait affirmer que l'accès à certains moyens et services augmente. Ce raisonnement est simpliste parce qu'il part de l'idée que tout le monde disposerait d'un capital minimal. Toutefois, ceci n'est pas une évidence pour les personnes en situation de pauvreté.



*Avant je participais à l'épargne pension, mettre 20 euros de côté par mois. J'ai arrêté, parce que je n'arrivais plus à le payer. Donc qu'est-ce qui arrivera quand j'aurai 60 ans, je ne recevrai presque rien, mais toi, tu recevras 1000 ! Evidemment, ils peuvent changer les règles pour l'épargne pension, mais qui remportera tout l'argent : la classe moyenne ou les riches. Ceux qui ont déjà tant d'argent. Tu vois bien ? Changer les règles ne créerait qu'une autre inégalité : ceux qui peuvent en profitent. Il devrait y avoir des obligations pour une échelle qui ne peut pas être excédée, tant pour vous que pour moi et ce montant maximal devrait être accessible pour tous. [...] A nos 60 ans... ils devraient pouvoir toucher autant que moi. Peut-être il faudrait bien instaurer un plafond, afin d'éviter une différence de 1000, des personnes pouvant épargner un montant 1000 fois plus haut.*

(Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009)

BCe témoignage démontre que les avantages fiscaux visent surtout ceux qui au sein de la société disposent déjà de moyens financiers suffisants. Par contre, l'accessibilité de ces avantages n'est pas garantie pour les personnes en pauvreté. Plutôt que de promouvoir l'inclusion, ces avantages creusent l'écart entre riches et pauvres et produisent un effet totalement contraire. En plus du côté financier, les personnes abordent encore un autre aspect. Il ne s'agit pas uniquement du manque d'accès à cette bonbonnière financière, mais également de l'exclusion permanente des affaires importantes que les autorités désirent offrir à leurs citoyens.

*Ce n'est pas uniquement une question de profiter au niveau économique. Ils ne nous offrent par exemple pas l'opportunité de soutenir l'environnement. Les panneaux solaires, ce n'est que pour les gens riches. Ce sont déjà des personnes qui peuvent se permettre cela et puis il sont encore partiellement remboursés. Ce n'est pas juste.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

Ceci signifie aussi que la politique menée par les autorités n'est pas efficace. Moyennant des stimuli financiers, elles veulent promouvoir certains comportements de leurs citoyens, mais ceux-ci n'atteignent pas l'ensemble des citoyens. De cette façon, une politique est installée qui d'avance enlève aux personnes en situation de pauvreté toute opportunité de participer. Les avantages fiscaux doivent être accessibles et réalisables pour tous, non seulement pour des raisons économiques et financières, mais en raison de l'idée que tous doivent disposer d'opportunités égales pour participer à la société. L'organisation du système fiscal renforce l'idée d'inclusion et d'exclusion ; ceux qui peuvent et ceux qui ne peuvent pas participer, et, de nos jours, vise trop peu une vraie répartition. Cette répartition ne concerne pas uniquement la répartition financière ou économique, mais tourne donc autour de l'accès aux droits. Partant de la conception des droits, nous militons en faveur d'une révision profonde du système fiscal visant l'augmentation de l'accessibilité.

Le fonctionnement de répartition des impôts est entravé lorsque nous considérons les domaines dans lesquels des impôts sont perçus. Les impôts sont surtout perçus sur l'emploi. Dans ce contexte, un impôt sur des revenus ne provenant pas de l'emploi manque.

*Tu sais ce qui est un problème selon moi ? Pas seulement ces salaires, mais également les propriétés, etc., les comptes d'épargne doivent être imposés, cela ne se fait pas encore suffisamment. Et là, tu peux faire la différence, là l'argent de la communauté peut être investi d'une autre façon.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

Faisons le lien entre cette expérience et l'exemple comparatif de Fatima et De Clerk. De Clerk paye moins d'impôts sur son revenu total que Fatima, justement parce qu'il peut épargner un montant - extraordinairement élevé - sur lequel il ne doit pas payer d'impôts. Il existe encore bon nombre de constructions pareilles qui augmentent l'écart entre riches et pauvres. Là où se trouve exactement le capital, il manque des impôts. Au delà du livret d'épargne, il existe encore une gamme d'autres friandises fiscales pour ceux qui disposent d'un capital, comme des placements, spéculations, sociétés... Justement en utilisant ces astuces, par les avantages de ceux qui disposent déjà d'un capital, la progressivité des impôts peut être questionnée.

*Je ne connais pas au juste les constructions, mais ils créent des fondations et ils créent je ne sais pas quoi,... la famille qui mettent leurs affaires dans ces sociétés... Oui, voilà c'est ce que nous ne connaissons pas ! Cela ne nous est pas familier, ces systèmes où avec relativement peu d'argent tu arrives à contrôler beaucoup.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009



*Il faut créer une espèce de registre, offrant un aperçu des propriétés, non seulement des maisons et des biens immobiliers mais des actions,... il faut avoir un aperçu pour arriver à cette répartition, moyennant des impôts sur le capital, pour que la concentration devienne impossible.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

*On joue faux avec l'argent. Ils placent leur argent à l'étranger pour esquiver les impôts. Il faudrait le contrôler un peu plus en général. Ils doivent avoir une bonne vue de la fortune de chacun.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

Le tassement de capital est, entre autres, facilité par le système fiscal, moyennant tout type de mécanismes qui ne sont pas immédiatement visibles, mais qui sont bien d'une importance essentielle pour la promotion ou le découragement de la répartition. Dans certains cercles, au lieu de la répartition du capital, de plus en plus de tassements se réalisent, enrichissant de façon exponentielle certaines personnes. Par contre, les pauvres s'appauvrissent.

*Les personnes à revenu bas ou normal payent trop d'impôts, la fiscalité doit retrouver son rôle de répartition. Les impôts sur le capital sont nécessaires, mais difficiles à atteindre : ce sont justement les personnes fortunées qui doivent en décider. Cet argent provenant des impôts devrait être utilisés pour engager des personnes qui ont besoin de soutien. Toyota, par exemple, investit dans les groupes vulnérables. Ils ont un programme de formation interne. Ils investissent dans les personnes au lieu de les virer. Ici, on utilise les gens, les boîtes d'intérim t'envoient par-ci, par-là.*

Groupe de travail De Brug, Hasselt, le 1er septembre 2009

- c. Pour éliminer réellement la pauvreté au sein de l'Union européenne, celle-ci doit développer un nouveau système d'impôt. L'argent perçu ne doit pas venir uniquement du travail. Une partie plus significative doit être perçue sur différentes sources de revenus et sur la fortune, comme les actions et l'épargne... Ce système d'imposition doit avoir un caractère progressif : l'impôt doit augmenter en fonction de l'importance de la source de revenu et de la fortune.

- **Réinvestir**

Dans ce contexte, on est encore arrivé à une autre constatation spéciale. Bien que la répartition soit souvent considérée comme un flux monétaire passif dans lequel le capital coule là où il en manque, la question de réinvestir le capital disponible a été posée sous différents angles, mais – et ce tout contrairement à la stratégie de Lisbonne – de l'investir dans des thèmes sociaux qui, à leur tour, génèrent des bénéfices, bien que ceux-ci puissent résulter en un capital d'une autre nature, comme par exemple, sociale et culturelle.



*Nous devons encourager les espaces sociaux disposant d'une certaine richesse. Aujourd'hui, beaucoup de choses sont perdues parce qu'elle ne sont pas reconnues. Cette stratégie de Lisbonne ne prend en compte que l'argent, que faire avec les autres richesses? Des petits groupes d'artistes avec leur propre système de solidarité mutuelle... Un jour, j'ai visité un camping de gitans, et tu le sens vraiment. Tout le monde se connaît, les portes sont ouvertes, les enfants jouent ensemble. Peut-être qu'ils n'ont pas une grande table pour faire leurs devoirs mais, à l'âge de cinq ans, les enfants savent déjà surveiller leurs petits frères, ou faire de la magie avec des allumettes. Mais ils sont quand-même exclus, hein, parce que "ils habitent un camping et l'enfant ne peut pas suivre à l'école."*

Groupe de travail RWLP, Namur, le 9 octobre 2009

*Dans notre société, du capital social est présent. Tu ne peux pas le limiter ou le nier. Tu dois le développer ! Il faut y investir. Si on n'y investit pas, nous ferons marche arrière au lieu d'avancer. C'est ce qui est à l'ordre du jour!*

Groupe de travail 2 De Schakel, Bruxelles, le 10 novembre 2009

*Nous n'avons pas l'intention d'appauvrir les riches, parce qu'ils font des investissements! Mais les riches doivent quand même créer une richesse supplémentaire qui favorise directement les autres.*

Groupe de travail 1 De Schakel, Bruxelles, le 30 octobre 2009

*Si je gagne au Lotto, je ne vais pas redistribuer tout. Je vais créer des activités sociales et économiques apportant une nouvelle richesse. Nous pourrons réutiliser les avantages et la richesse obtenus par ces activités.*

Groupe de travail 1 De Schakel, Bruxelles, le 30 octobre 2009

Ce qui saute aux yeux, c'est que les personnes en situation de pauvreté attachent beaucoup d'importance au groupe et à la solidarité. Redistribuer simplement l'argent est insuffisant et n'est pas une bonne stratégie. Il faut réinvestir, mais en favorisant les personnes en situation de pauvreté.

La stratégie de Lisbonne prête attention aux réinvestissements pour créer encore plus de capital. Les petites et moyennes entreprises reçoivent un appui supplémentaire parce qu'elles constituent l'économie du futur et, par conséquent, pourront participer à la croissance, ce qui, à son tour, favorise la compétitivité. Aujourd'hui, les entreprises sont par exemple encouragées à réinvestir une partie de leurs bénéfices dans l'entreprise (moyennant des avantages fiscaux), et ce dans le cadre de la stratégie de Lisbonne dans laquelle la croissance des petites et moyennes entreprises est applaudie. En soi, ces réinvestissements ne sont pas mauvais ; il est positif de faire plus d'argent avec l'argent disponible. Par contre, ils sont peu sociaux. Voilà pourquoi nous faisons la recommandation suivante :

- d. L'UE doit fixer une taxe européenne sur la spéculation (Taxe Tobin). Le budget encaissé doit être utilisé directement pour la lutte contre la pauvreté en l'investissant dans des organisations représentant des personnes en situation de pauvreté ou dans des associations de personnes en situation de pauvreté. Cet objectif est réalisable en mettant une partie du budget supplémentaire à la disposition du Fonds Social Européen (FSE), à condition que les petites organisations puissent aussi y faire appel (ce qui signifie une réduction des charges administratives et la réduction du très lourd préfinancement). A cet effet, une réorientation des fonds structurels serait requise.

- **Inégalité de revenu/revenu minimum pour tous**

| IK9 - Evolution de l'inégalité des revenus avant et après imposition selon le coefficient de Gini |          |       |
|---|----------|-------|
| Année   | Belgique |       |
|   | Avant    | Après |
| 1980  | 0,396    | 0,321 |
| 1981  | 0,393    | 0,318 |
| 1982  | 0,340    | 0,263 |
| 1983  | 0,338    | 0,261 |
| 1984  | 0,339    | 0,262 |
| 1985  | 0,344    | 0,267 |
| 1986  | 0,347    | 0,272 |
| 1987  | 0,358    | 0,283 |
| 1988  | 0,358    | 0,286 |
| 1989  | 0,362    | 0,297 |
| 1990  | 0,362    | 0,297 |
| 1991  | 0,363    | 0,298 |
| 1992  | 0,357    | 0,294 |
| 1993  | 0,358    | 0,291 |
| 1994  | 0,363    | 0,297 |
| 1995  | 0,365    | 0,297 |
| 1996  | 0,370    | 0,301 |
| 1997  | 0,373    | 0,304 |
| 1998  | 0,376    | 0,308 |
| 1999  | 0,383    | 0,312 |
| 2000  | 0,381    | 0,309 |
| 2001  | 0,392    | 0,319 |
| 2002  | 0,399    | 0,329 |
| 2003  | 0,407    | 0,340 |
| 2004  | 0,426    | 0,362 |
| 2005  | 0,427    | 0,364 |

Nous constatons que l'écart entre riches et pauvres se creuse en Europe. Dans un rapport de l'OCDE de 2008, « Growing Unequal ? : Income Distribution and Poverty in OECD Countries », l'écart est représenté par une mesure de l'inégalité de revenu, qui – selon le rapport – a augmenté au cours des deux dernières décennies.<sup>11</sup> L'accroissement de l'écart entre les revenus est également confirmé dans le rapport annuel sur la pauvreté de Vranken et co. Dans le présent rapport, nous avons déjà affirmé que le coefficient de Gini, souvent utilisé pour mesurer l'écart entre les revenus, a également ses limites puisqu'il n'analyse qu'un aspect partiel de l'écart entre riches et pauvres. Toutefois, cela ne veut pas dire qu'il ne puisse pas servir d'indicateur du progrès. Mais, pour le moins, il faut y ajouter des mesures analysant d'autres dimensions de l'écart, aspect abordé dans la troisième recommandation formulée au début du présent rapport. Faisons un focus sur les résultats de l'écart entre les revenus représenté moyennant le coefficient de Gini. Quand, au sein d'une société, il existe une absence d'inégalité de revenus, c'est-à-dire, quand tout le monde dispose du même revenu, le coefficient de Gini est de 0. En cas d'une répartition des revenus totalement inégale – quand l'ensemble des revenus est dans les mains d'une seule personne – la valeur s'élève à 1 (Vranken, 2009). Regardons le tableau suivant provenant de l'Institut National de Statistique (INS).<sup>12</sup>

Les données reprises dans ce tableau démontrent que depuis 1990, de façon globale, l'inégalité des revenus s'est accrue sur base des statistiques fiscales. Après imposition, naturellement, les revenus sont repartis de façon plus égales parmi la population qu'avant, ce qui démontre – partiellement – l'effet de répartition des impôts. Sur base de ce tableau, nous constatons que l'inégalité des revenus s'est accrue et que, surtout à partir de 1992, le coefficient de Gini continue à augmenter de façon significative au cours des années et qu'à partir de 2000, l'augmentation s'accélère considérablement.

En principe, le coefficient de Gini ne se prononce pas sur l'écart entre les revenus et il ne vise pas une approche plus large d'équité, sauf naturellement que l'écart en soi est tellement important qu'il puisse être considéré comme injuste. Il se peut que les revenus de deux personnes soient inégaux, mais que ceux-ci constituent une réflexion réaliste et équitable du travail et des efforts de ces personnes.

*Il s'agit également du degré de responsabilité, il peut y avoir une différence, donc également au niveau des salaires, cela me paraît correct.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

11 <http://www.oecd.org/dataoecd/45/42/41527936.pdf>

12 INS, Statistiques financières, citées dans: Deleeck (2001), De architectuur van de welvaartsstaat opnieuw bekeken (p. 309) (1980-1997) et de propres calculs sur base de INS, Standard de vie

Dans la troisième recommandation formulée dans le présent rapport, nous avons revendiqué une diminution du coefficient Gini pour combler l'écart entre riches et pauvres. Ceci signifie que l'on compare les revenus de quelqu'un « par rapport au » revenu de quelqu'un d'autre. La photo prise reflète donc, en première lieu, l'écart même. Le coefficient de Gini mesure l'écart entre les revenus pauvres et riches, mais ne se prononce pas sur les montants en soi, seulement sur les proportions. Par exemple, le coefficient de Gini est le même dans une comparaison entre des revenus de €100 et de €1.000, que dans une comparaison entre des revenus de €10.000 et €100.000, parce qu'il reflète combien de fois plus ou combien de fois moins quelqu'un gagne. Dans les deux cas, il s'agit de 10 fois plus/moins. Les personnes en situation de pauvreté, agacées, témoignent de l'écart présent aujourd'hui.

*Cette semaine encore, on l'a encore montré à la télé. Quelqu'un qui gagne 9000 euros par mois et puis il reçoit encore des indemnités. Où est-ce que cela va nous mener? Ce que certains ont par mois, nous on ne l'a même pas par an!*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

*Et encore, 9000 représentent « seulement » dix fois plus qu'un revenu minimum. Il y a en a qui gagne 100 ou 1000 fois plus par mois. Il s'agit bien de cela ! Que quelqu'un gagne 10 fois plus que quelqu'un d'autre, tu peux encore en discuter, mais que quelqu'un gagne 100 ou 1000 fois plus que quelqu'un d'autre, cela ne va pas. Personne ne vaut 1000 autres personnes.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

*Les salaires exubérants et la basse classe doivent se rapprocher. L'élite ne peut pas profiter, cela veut dire... faire des choses au détriment de la classe la plus basse. Nous devons être réalistes, l'inégalité existera toujours, mais il y a une différence entre une distinction saine ou un écart conservé par cette élite. « Les riches » doivent céder autant pour qu'il n'y ait plus de pauvreté extrême.*

Groupe de travail De Brug, Hasselt, le 1er septembre 2009

*Oui, ce sont les extrêmes qui agrandissent tellement l'écart. Par chaque personne extrêmement riche, il y a 30 personnes extrêmement pauvres, je dis n'importe quoi, juste pour que ce soit clair que cette proportion cloche.*

Groupe de travail De Brug, Hasselt, le 1er septembre 2009

Le coefficient de Gini qui montre l'écart, ne dit rien sur les revenus exacts, le montant exact dont quelqu'un dispose. Nous avons démontré que le coefficient de Gini peut avoir la même valeur dans deux cas distincts. Bien que, dans les deux cas, le coefficient de Gini était le même, un revenu de 100 euros est absolument inacceptable, tandis qu'un de 10.000 € est extraordinairement élevé. Aussi devons-nous, en guise de complément, fixer un montant absolu comme standard minimum afin de garantir que tout le monde dispose d'un revenu digne et humain. L'objectif de la réduction du coefficient de Gini en soi est insuffisant.



*Bon nombre de personnes de notre groupe de travail vivent d'un revenu d'intégration sociale entre 50 et 70 euros par semaine. Imagine-toi, il y a des gens qui doivent survivre comme ça. Et puis, on peut être reconnaissant qu'au moins la Belgique prévoit quelque chose...*

Groupe de travail Wieder, le 18 août 2009



Il est inacceptable que les gens doivent survivre avec un budget hebdomadaire à ce point restreint. Selon le mode de calcul européen, les gens sont pauvres s'ils disposent de moins de 60% du revenu mensuel national médian. En Belgique, le seuil de pauvreté est de 878 euros par mois pour les célibataires. « *Ceux se trouvant sous ce seuil courent un risque de pauvreté plus élevé. En Belgique, cela est le cas pour 15,2% de la population, en Flandre pour seulement 10,9%, en Wallonie par contre pour 18,8%. Les chiffres de pauvreté sont les plus élevés en région de Bruxelles-Capitale, mais vu le caractère limité du sondage à Bruxelles, les chiffres dans ce cas ne sont pas suffisamment fiables.* » (Vranken, 2009, p. 89) .

*En ce qui concerne les recommandations, une devrait être : la proportionnalité des revenus avec les dépenses des gens.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009



Dans ce cadre-ci, il est intéressant de référer à une étude de Bérénice Storms, dans laquelle on part de la question des besoins minimaux d'une famille lui permettant de vivre une vie digne et humaine. Qu'est ce que peut s'acheter une famille se trouvant au seuil de pauvreté européen ? L'étude a permis de déterminer la composition – nommée ainsi par les auteurs – d'un panier, référant à l'ensemble de biens et de services nécessaires pour mener une vie digne et humaine dans la Flandre d'aujourd'hui (Storms & Van Den Bosch, 2009). Un aspect crucial de cette analyse est qu'elle prend, pour base, l'approche et la question des éléments dont quelqu'un a besoin afin de pouvoir participer, entièrement, à la société, ce qui veut dire visant à atteindre une situation dans laquelle les droits de chaque individu sont présents. Consécutivement, cette photo des besoins est liée à un budget. Le budget finalement obtenu est de 980 €, montant se trouvant considérablement au-dessus du seuil de pauvreté en Belgique. Sur base des éléments évoqués, nous formulons la recommandation suivante :



## REVENU SU SANT

L'Europe doit garantir un revenu minimum permettant à chaque citoyen de l'UE, de mener une vie humaine et digne. Cet objectif doit être réalisé d'ici 2020. Pour cela, l'UE doit entreprendre les actions suivantes en parallèle :

- ***Le revenu global d'une personne doit être augmenté au moins jusqu'au seuil de pauvreté.***  
Ze moeten minstens de Europese armoedegrens (= 60% van het nationaal mediaan inkomen) bereiken als opstap naar een menswaardig inkomen.
- ***Chaque Etat Membre doit exécuter une étude qui détermine le budget nécessaire permettant de vivre dans des conditions correctes et dignes. Ceci signifie une étude qui part des besoins de l'individu afin que celui-ci participe pleinement à la vie en société (cfr. étude Bérénice Storms et Karel Van den Bosch).***  
Soortgelijk onderzoek moet in elke lidstaat worden gehouden, met betrokkenheid van alle maatschappelijke actoren, in het bijzonder ook mensen in armoede.
- ***Le revenu global d'une personne doit être augmenté au moins jusqu'au budget résultant de l'étude susmentionnée.***

## 4-2 Emploi

L'augmentation du degré de mise à l'emploi appartient aux objectifs centraux de la politique. La stratégie de Lisbonne mise également fort sur l'emploi. Surtout depuis la reformulation de la stratégie de Lisbonne en 2005 dans laquelle l'emploi a été pointé comme un des fers de lance de la politique européenne. Ici, l'emploi, ainsi que la connaissance, constitue la locomotive de la croissance économique. L'importance attachée dans le cadre de la stratégie de Lisbonne à l'emploi, revient également dans les objectifs ; le but avancé étant d'atteindre un degré de mise à l'emploi de 70% en 2010 (UE, Emploi et croissance dans l'Union européenne, 2008). L'emploi joue un rôle important, non seulement dans la politique, mais également dans la vie quotidienne des citoyens de l'UE.

*Je suis tellement heureux d'avoir enfin un travail. Cela m'a pris beaucoup de temps de trouver un emploi. Maintenant, enfin j'ai un travail et ils me traitent bien. Cela me met à l'aise... d'avoir du travail, cela offre quand-même de la sécurité pour le futur, une base. Au moins j'arrive à payer le loyer et l'électricité. Pas de luxe, mais bon.*

Werkgroep t'Hope, Roeselare, 13 oktober 2009

L'impact de l'emploi ne peut donc pas être sous-estimé. L'emploi peut former une force et un levier importants amenant à une meilleure vie. Souvent, on suppose également que l'emploi mène à l'inclusion sociale. L'emploi serait un instrument d'intégration, de cohésion sociale et de lutte contre la pauvreté. L'emploi est souvent proposé comme moyen de résoudre ou d'avoir une influence sur les problèmes sociaux majeurs.

Toutefois, nous ne pouvons pas éviter de nous poser des questions par rapport à la supposition que l'emploi mènerait automatiquement à l'inclusion sociale, qu'un travail est toujours un bon instrument de lutte contre la pauvreté, puisque tous les emplois ne sont pas les mêmes et l'emploi ne constitue pas la solution idéale pour tous. L'augmentation du groupe de travailleurs pauvres est alarmante. Dire que 20% des adultes vivant en pauvreté en Belgique travaillent (Vranken, De Boyser & Dierckx, 2007). De plus, l'« emploi » ne peut jamais être une solution pour différents groupes de personnes en situation de pauvreté comme les pensionnés, les enfants, les personnes qui se trouvent à une distance très importante du marché de l'emploi...

*Considérer l'emploi comme une solution dans la lutte contre la pauvreté équivaut à exclure ceux qui ne rentrent pas dans ce modèle.*

Groupe de travail La Rochelle, Roux, le 25 novembre 2009

Par conséquent, il est audacieux de postuler tout court que l'emploi est le remède miracle pour résoudre les problèmes sociaux. Il faut faire preuve d'une certaine prudence lorsque nous traitons le rôle de l'emploi dans la lutte contre la pauvreté.

*La lutte contre la pauvreté, elle vise au bien-être. L'emploi n'est pas réellement synonyme de bien-être ! Je donne un exemple. Une travailleuse est insérée dans un programme d'activation dans un emploi, elle travaille pour un salaire de six heures, mais il lui faut prendre quatre bus pour atteindre les différents endroits. Donc elle se tape une journée de 10 heures.*

Groupe de travail La Rochelle, Roux, le 25 novembre 2009

*« Toute politique de l'emploi ne mène pas à l'inclusion sociale, et vice versa. Pourtant, dans notre société, la plupart des processus d'inclusion sociale se basent sur le fait d'avoir un emploi, puisque l'emploi, en plus du revenu, procure également contact social et prestige social. En même temps, ce sont toute la société et l'économie, pouvant être inclusives ou exclusives à un certain degré, qui incluent ou excluent. L'enseignement, la santé, le logement, la participation à la culture,... sont des éléments supplémentaires qui peuvent renforcer des processus d'inclusion sociale. » (Rapport projet Bridges for Inclusion, juin 2008, p.4).*

En plus, nous devons ajouter que, pour bon nombre de personnes en situation de pauvreté, un emploi n'est bien souvent pas la bonne solution. Dans certaines situations, d'autres aspects comme un logement de qualité, l'éducation des enfants peuvent être prioritaires pour elles. Comme souvent, les personnes en situation de pauvreté investissent beaucoup de temps et d'énergie à la survie quotidienne, un emploi pourrait amener du stress et des problèmes supplémentaires. Dans cette situation, l'emploi ne constitue pas une vraie réponse aux besoins de ces personnes.



*Un emploi n'est pas toujours la solution automatique pour tes problèmes à un moment donné.*  
Groupe de travail Alpha 5000, Namur, le 26 novembre 2009

*Un emploi ne changera pas la situation des centaines d'étrangers qui arrivent chaque jour dans les villes et les maisons d'accueil. Ils n'ont pas de logement, pas de papiers. Pour tous ces gens, le fait d'avoir un emploi ne changerait rien. Ils attendent d'abord leurs papiers, leurs droits. Avant d'investir dans les entreprises, et donc dans l'emploi, on doit investir dans des logements accessibles, parce que donner du travail à quelqu'un qui vit dans la rue, cela ne sert à rien !*

Groupe de travail Alpha 5000, Namur, le 26 novembre 2009

*D'abord on pense au logement, à la santé, à la formation, et puis quand ces aspects sont en ordre, on va travailler.*

Groupe de travail Alpha 5000, Namur, le 26 novembre 2009

En outre, il existe également les ainsi nommés pièges à chômage. Quand on arrive à travailler par exemple, cela entraîne souvent la perte de beaucoup de droits auxquels on pouvait faire appel quand on n'avait pas d'emploi. Certains droits sont liés au statut ; en changeant de statut, on perd souvent beaucoup par rapport à avant. Par exemple, en allant travailler, la personne dispose d'un revenu plus élevé, ce qui entraîne la perte de certains avantages. Par conséquent, franchir le pas envers un travail devient souvent moins attractif. Les salaires les plus faibles sont souvent trop bas pour compenser la perte de ces avantages.



*Quand tu travailles, tu perds beaucoup. Tu perds les avantages que tu avais avant. Souvent ce n'est vraiment pas proportionnel. En fait, cette aide ne devrait pas s'arrêter tout de suite, on devrait prévoir une période de transition, te donnant le temps et l'espace de mettre tout en ordre.*  
Overleggroep Werk en Sociale Economie, Bruxelles, le 2 juillet 2009

*Qu'on travaille ou pas, on a les mêmes besoins, des besoins permanents. Les besoins de tous, on doit y répondre.*

Groupe de travail La Rochelle, Roux, le 25 novembre 2009

- **Activer, activer, qui sera le premier?**

Dans la stratégie de Lisbonne, l'emploi occupe un rôle très central, encourageant et renforçant ainsi tout le discours d'activation vers un emploi dans toute l'Union européenne. Puisque activer au maximum les personnes pour qu'elles obtiennent un emploi favorise la croissance économique. Par conséquent, la politique de mise à l'emploi se trouve au service de la croissance économique.

Ce fait démontre que la politique de mise à l'emploi de l'Union européenne n'est pas neutre: l'activation envers un emploi paraît être, au premier abord, importante pour encourager l'économie. La motivation personnelle du citoyen pour aller travailler est remise à l'arrière-plan. Cette idée se fait également sentir dans l'ensemble de la politique d'activation correspondante. Les gens en premier lieu doivent être « affectables » sur le marché de l'emploi. Le développement personnel et le choix de profession





sont également importants, mais souvent ils deviennent une préoccupation de deuxième rang. Un piège de la politique d'activation actuelle est que l'on veut que les personnes soient mises à l'emploi « le plus vite possible ». C'est une approche prédestinée à échouer, et qui va à l'encontre d'une activation et une mise à l'emploi durables. Plus le chemin vers un travail est rapide, bien souvent plus rapide est le chemin de retour vers le chômage.

L'activation des personnes en situation de pauvreté envers un emploi requiert une attention et une compréhension particulières de la vie personnelle et du vécu des personnes en situation de pauvreté. Les services et le processus d'activation négligent souvent cet aspect, ce qui diminue les chances d'une mise à l'emploi. Dans le rapport « Valkuilen, hefbomen en acties voor zinvol en duurzaam activeren van mensen in armoede naar kwalitatieve tewerkstelling » du Vlaams Netwerk van verenigingen waar armen het woord nemen, sont décrits quelques points importants à prendre en compte dans le processus d'activation vers l'emploi (Vandermeerschen, juillet 2007).

« Une série d'aspects concrets, non relatifs à l'emploi peuvent empêcher les gens de franchir le pas vers un travail. Les personnes ayant des problèmes de logement, de dettes, de santé, d'aide à la jeunesse,... parfois n'ont pas l'espace, la force ou la base solide nécessaires pour aller travailler. » (Vandermeerschen, juillet 2007, p.15) .

L'activation vers l'emploi des personnes en situation de pauvreté doit tenir en compte du fait que ces personnes, souvent, ont beaucoup de problèmes non résolus et des soucis. Lutter pour la survie quotidienne requiert également temps et énergie.

*Toute ma vie, pendant 18 ans, j'ai travaillé à temps-plein et à mi-temps pour des entreprises de nettoyage. J'ai dû prendre un mi-temps parce que j'avais encore d'autres choses à régler, qui étaient également importantes.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

Dans le trajet d'activation, il faut que les personnes en situation de pauvreté disposent d'espace et de temps pour entreprendre la recherche d'un emploi, à leur propre rythme et selon leurs propres possibilités. De plus, il faut prêter attention à la confiance en soi. Dans leur passé, les personnes en situation de pauvreté ont souvent été confrontées à des expériences d'exclusion, au fait de « ne pas être dedans ».

## POLITIQUES D'ACTIVATION

**Les politiques d'activation des personnes en situation de pauvreté de l'UE et des Etats Membres doivent viser l'inclusion sociale, au sein de laquelle l'emploi PEUT être un instrument important mais n'est pas le remède-miracle dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.** L'activation des personnes en situation de pauvreté doit se faire en tenant compte de quelques principes, entre autres, faciliter les chances de réussite de tous en offrant le temps suffisant pour atteindre les objectifs à son propre rythme, prendre en compte la situation familiale (célibataire ayant des enfants), prendre comme **point de départ le bien-être des personnes concernées, renforcer la confiance en soi,**...

- **De werknemer en de burn outs**

*« L'UE ne considère pas la croissance et la création d'emplois comme des fins en soi. La croissance doit être durable afin de préserver sur le long terme le bien-être des citoyens et leur environnement. » (UE, Cap sur la croissance, septembre 2003, p.22).*

*« [...] plus il y a de gens qui travaillent, moins il y aura de laissés-pour-compte du développement économique. [...] plus les emplois sont à teneur cognitive, plus le travail de chacun acquerra de la valeur, c'est ce que les économistes appellent la «productivité». (UE, Emploi et croissances dans l'UE, 2008, p.9).*

*Les deux citations, provenant pourtant toutes deux de l'UE, semble se contredire. Toutefois, cette contradiction révèle la reformulation de la stratégie en 2005, soulignant davantage le pilier économique. Nous avons déjà soulevé la tension entre l'orientation fortement économique de la mise à l'emploi d'un côté et le bien-être de l'individu de l'autre côté. Dans le raisonnement qui est d'occuper une place solide en terme de concurrence mondiale, raisonnement à la base de la stratégie de Lisbonne, la productivité de chaque travailleur joue un rôle important. De cette façon, nous constituons un « adversaire et concurrent à part entière ». Souligner cette productivité de chaque travailleur augmente la concurrence et, en même temps, la pression exercée sur chaque individu ; chaque fois plus, chaque fois mieux et chaque fois plus vite, c'est la devise. On peut se poser la question de savoir quelle place est donnée aux besoins individuels de chaque travailleur ? Où est l'équilibre entre la politique sociale et celle de l'emploi que nous retrouvons dans le Modèle Social européen ?*



*Dans le système actuel, on nous utilise. Nos forces sont mises à profit pour faire des bénéfices. Tant que nous ne faisons que travailler, et puis encore travailler, nous sommes en bonne route et ils sont contents. Mais moi, je ne vois pas de résultats majeurs à tout ce labeur. D'accord, je gagne suffisamment pour me débrouiller, mais je ne vois pas la couleur des bénéfices de l'entreprise. Et, grâce à mon travail, ils gagnent certainement beaucoup plus que ce que moi je remarque, c'est quand-même pas humain.*

*Groupe de travail De Brug, Hasselt, le 1er septembre 2009*

*Nous ne vivons pas pour produire, tu dois travailler pour vivre, pas vivre pour travailler.*

*Overleggroep Werk en Sociale Economie, le 2 juillet 2009*

*La vie n'est pas : 'gagner de l'argent', mais savoir formuler une réponse à tes besoins.*

*Alpha 5000, Namur, le 26 novembre 2009*

La compétitivité et l'attention bornée que l'on prête à la croissance économique en tant que but supérieur, stimulent les employeurs à rechercher des bénéfices maximaux ; dans leur comptabilité, ils considèrent les rentrées et les dépenses. Mais, de cette manière, les mécanismes d'exploitation et de pratiques injustes sont préconisés.

Le travailleur est inséré pour servir le but supérieur, croissance économique et bénéfiques. La fin justifie-t-elle les moyens? Mais l'emploi ne peut pas être utilisé « coûte que coûte » comme instrument pour assurer purement cette croissance économique. Les gens collaborent à la croissance, mais ne reçoivent pas une juste partie en retour. Le « return » du travail étant trop petit en proportion de la prestation, des frustrations se créent.

*Si on nous payait à hauteur du travail que nous effectuons vraiment, chez nous, il ne pourrait garder personne en cuisine. Car ils devraient nous payer le triple du salaire qu'ils nous donnent maintenant. J'entends encore dire ce médecin « travailler chez vous, c'est de la thérapie occupationnelle ». Pardon!? Qu'elle vienne travailler une journée. Une fille qui travaille chez nous a dû aller chez le psychiatre, et c'était elle qui l'a dit. Eh ben, qu'elle vienne travailler et SI elle sait suivre le rythme, je lui payerai de mon salaire. Je te le jure !*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

Les gens ne tiendront pas le coup dans ce contexte. Cela semble être une course dans laquelle ils doivent continuer à courir, mais tôt ou tard, ils s'écrouleront. On vit sous la pression de devoir produire continuellement, de travailler continuellement et on n'arrête pas parce que « ce n'est jamais suffisant et on peut toujours faire mieux ». Voici l'effet de la compétitivité en tant que moyen pour la croissance économique. Le principe de la compétitivité, fixé dans la stratégie de Lisbonne, souligne de façon trop bornée la production, au détriment – semble-t-il – de leurs travailleurs. Le paradoxe est que cette politique n'est pas du tout productive sur le long terme. Les travailleurs tournent bien pendant quelque temps dans le régime sévère de la productivité, mais, à long terme, ce n'est pas tenable pour les travailleurs. Il faut créer un environnement permettant de concilier les aspects professionnels et privés pour que la stratégie puisse fonctionner sur le long terme et être dès lors durable. Ceci démontre que la politique de l'emploi actuelle de l'UE est tout sauf une politique durable.

*Je travaille comme bénévole dans un hôpital et dans notre service, quelqu'un a démissionné. Il s'agit bien de l'infirmier, hein, qui a donné sa démission. Et pourquoi? Parce qu'ils ne peuvent plus gérer la pression et on les paye trop peu. Où cela va-t-il nous mener ? Trop de stress, bosser trop d'heures... et là tu t'écrases, hein.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

*Et puis se rajoute encore le « grisonnement ». Tout le monde doit travailler plus longtemps. Souvent, les personnes en situation de pauvreté se trouvent dans des secteurs où le travail physique est nécessaire. Qui à 55 ans montera encore sur un bâtiment?! Nous devons rester au travail plus longtemps.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

*Les gens doivent tout savoir et connaître et doivent apprendre en permanence. Mais les gens qui vont travailler, sont souvent déjà trop stressés, justement parce qu'ils ont le sentiment que cela ne suit jamais. Tout le monde bosse continuellement. Puis les gens se dépriment ou se fatiguent, et ces travailleurs ne te servent plus à rien, hein.*

Groupe de travail t'Hope, Roulers, le 13 octobre 2009

Dans la nouvelle stratégie, les personnes doivent être abordées plus comme des individus, comme des personnes, et non pas uniquement comme travailleurs. C'est une condition pour une politique de l'emploi durable. De façon globale, nous pouvons affirmer que l'UE doit réorienter sa politique de l'emploi et prêter de nouveau attention à garantir des emplois durables de qualité.

- **Travailleurs pauvres**

Un des effets les plus pervers de l'« employé productif » susmentionné est le phénomène des travailleurs pauvres. Quelqu'un a un emploi, mais le salaire ne suffit pas à subvenir à ses propres besoins, le statut est précaire, le contrat est de courte durée, de qualité inférieure... L'existence d'une catégorie de « travailleurs pauvres » en soi est déjà alarmante et démontre que la politique de l'emploi actuelle a échoué.

*Il y a des gens qui travaillent, mais qui ne peuvent pas subvenir à leurs propres besoins ou nécessités.*  
Alpha 5000, Namur, le 26 novembre 2009

*J'ai un travail de 38h, je travaille dur et je n'arrive pas à boucler mon budget. Donc un travail n'est pas la solution.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

L'idée que l'emploi est un moyen de la lutte contre la pauvreté se base sur l'idée que le travail apporte un revenu et que ce revenu doit être suffisant pour pouvoir couvrir les besoins de base. Ce n'est pas toujours le cas. Voici pourquoi nous avons formulé la recommandation de créer un revenu suffisant pour tous et de mener une étude sur ce en quoi devrait consister ce revenu minimum suffisant.

*...tous les salaires, y-compris les plus bas, doivent être suffisants pour mener une vie digne, ceci signifie qu'ils doivent faire davantage que répondre aux besoins de base pour survivre.*

Groupe de travail De Brug, Hasselt, le 1er septembre 2009

Le groupe de travailleurs pauvres n'est pas seulement caractérisé par un salaire insuffisant, mais cela a également à voir avec des emplois de faible qualité, des contrats de courte durée, une protection limitée, de mauvaises conditions de travail,...

Les travailleurs pauvres constituent la preuve vivante de l'approche économique bornée de la stratégie de Lisbonne et démontre que le pilier social est d'importance secondaire. Le raisonnement triangulaire « emploi – croissance – prospérité » en soi témoigne d'un manque de compréhension et/ou de préoccupation véritable concernant le pilier social, ce qui constitue un problème parce que le raisonnement de jobgrowth est au noyau



même de cette stratégie. Voilà pourquoi, précédemment dans ce dossier, nous avons plaidé en faveur d'une remise en question de la répartition des ressources actuelle pour y apporter des corrections. Il est compréhensible que les personnes en situation de pauvreté aient le sentiment de « travailler pour que les riches s'épanouissent ». En travaillant dur, ils apportent à la croissance économique, ce qui mène à la prospérité, mais celle-ci est répartie de façon inégale.

**L'UE doit développer un cadre où les pratiques d'abus du travailleur sont impossibles et peuvent être sanctionnées. La situation dans laquelle se trouvent les travailleurs pauvres (« working poor ») doit être prévenue et bannie. Avec les Etats Membres, l'UE doit se fixer l'objectif de 0% de travailleurs pauvres pour 2020.**

## • Des emplois de qualité sur mesure

*Tous les emplois ne doivent pas être hyper fondés sur la connaissance. Il doit y avoir aussi des chances de passer entre les mailles du filet. En plus, ces emplois fondés sur la connaissance, même si on a les chances et l'intelligence, ne sont pas une solution bonne ou désirée.*

Groupe de travail t'Hope, Roulers, le 13 octobre 2009



*Je suis allé à l'école jusqu'à mes 14 ans. Mais quand tu cherches un emploi, il te demandent au moins un diplôme d'enseignement secondaire. Et même cela ne suffit pas.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

*De plus, il y a de plus en plus d'emplois qui se fondent sur la connaissance de manière importante, il faut dès lors prévoir un espace pour répondre aux besoins de travail de ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas être insérés dans ce circuit de connaissances. Comme il manque de possibilités à ce niveau, une partie importante des gens n'arrivent pas d'avance à trouver un emploi correspondant à leurs capacités personnelles. « Les gens qui n'ont pas fait de formation supérieure, doivent aussi pouvoir trouver un travail, par exemple un travail à la chaîne. Cela n'exige aucun diplôme. Il te faut juste être rapide. Et puis, c'est le rôle de l'ingénieur d'ébaucher la chaîne et le suivi des tâches, mais le travail sur la chaîne même, non. C'est une bonne répartition de travail et on a besoin des deux. » (Groupe de travail De Schakel, Bruxelles, le 30 octobre 2009).*

*Visant fortement le développement d'une économie fondée sur la connaissance, la stratégie de Lisbonne installe une hiérarchie au niveau de l'appréciation de certains types d'emplois : la société apprécie par exemple davantage les emplois exigeant un degré élevé de connaissances, que ceux qui exigent moins de connaissances.*

*L'appréciation des différents types de travail, cela n'existe pas, hein. J'ai mes objections, parce que les emplois les plus bas dans la fabrique, on ne pourra pas s'en passer. Comme le travail à la chaîne ou d'autres emplois. On aura toujours besoin de personnes qui emballent les produits.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009



*Maintenant, ils vont à l'école jusqu'au sixième secondaire professionnelle et ils arrivent aussi en bas de cette pyramide, il y a donc eu une évolution, ou bien, cela dépend de ton point de vue,... nous restons toujours sur la touche. Si tu n'as un diplôme de rien, où iras-tu travailler, alors !? On nous jette.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

Souvent, hormis l'exigence de disposer des connaissances nécessaires, on se heurte encore à la demande de disposer d'une expérience suffisante.

*En fait, ce n'est pas seulement le cas pour les personnes qui n'ont pas de diplôme ou ayant des qualifications basses, cela vaut aussi pour les gens qui sont allés à l'université et qui viennent de terminer leurs études. Toujours, t'es confronté à l'expérience. Je ne dis pas que, d'office, il y a plus de chances, mais... l'idée de « tu n'as pas encore d'expérience » traite aussi d'eux.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

*A ce niveau-là, je trouve qu'il devrait être plus souples, pour tous. Car on exige toujours « d'avoir de l'expérience », donc le diplôme en soi ne suffit plus. Mais si on ne te donne pas de chances à accéder au travail même, alors tu n'as pas d'expérience, hein. [...] Si aucun employeur ne te donne de chances, cette expérience, tu ne l'auras jamais, hein.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

Les exigences sont trop sévères. Les personnes ne disposent pas de suffisamment de qualifications ou d'expérience pour trouver un emploi. Souvent, l'image des chômeurs « paresseux » règne. "Quand on veut, on peut." Les citations susmentionnées démontrent clairement que ces préjugés sont injustes, mais que les personnes en situation de pauvreté sont confrontées à un accès limité au marché de l'emploi. Le manque d'emplois de qualité et durables, également pour les personnes peu qualifiées, est un problème collectif dont le demandeur d'emploi individuel ne peut pas être tenu responsable.

*Les gens qui ont eu plusieurs fois une maladie psychique, par exemple, sont aussi exclus du marché de l'emploi. Ils aimeraient retourner au travail et aimeraient appartenir de nouveau à la population active, mais il faut qu'on leur en donne la chance. On interdit aussi l'accès au marché de l'emploi aux gens qui ont été en prison. En principe, ils pourraient bien travailler, mais bon... Si, par exemple, tu veux qu'un jeune devienne magasinier et il a été en prison car il a commis un vol dans le passé, bon, tu ne peux pas devenir magasinier. Qu'est-ce qui se passe alors ? Pendant des années, ces gars restent dans le circuit du chômage mais ils aimeraient bien être actifs, alors c'est double.*

Groupe de travail Wieder, Bruges, le 18 août 2009

Voici donc une toute autre perspective: des personnes qui veulent être activées, mais qui ne peuvent pas, parce qu'on ne leur donne pas de chances. Ceci démontre que la politique de l'emploi de l'UE est aussi en défaut à ce niveau. Un diplôme ou un certain paquet de connaissances serait la clef du succès. Mais nous nous heurtons à un nouveau problème.

*Même si on dispose d'un diplôme, il n'est pas simple de trouver un travail. Je connais beaucoup de gens qui ont un diplôme mais tout simplement ils ne trouvent pas d'emploi!*

Groupe de travail De Schakel, Bruxelles, le 30 octobre 2009

Nous voyons que pour accéder au marché de l'emploi, ce n'est que la connaissance qui joue un rôle, mais que d'autres variables, comme le sexe, la race, la couleur, l'origine ethnique, la langue,... intensifient ou diminuent cet effet.

*Un blanc avec un même diplôme « vaut » plus sur le marché de l'emploi qu'un Turc, ou quelqu'un qui a une autre langue maternelle.*

Groupe de travail De Schakel, Bruxelles, le 30 octobre 2009

*Le problème du racisme dans la recherche d'un emploi se pose. L'origine est devenue une manière pour discriminer, surtout ici à Bruxelles. On regarde le nom et on sait immédiatement « pas de Belge », à la poubelle. Même quand on est Belge et qu'on habite depuis plus de 40 ans dans ce pays.*

Groupe de travail De Schakel, Bruxelles, le 30 octobre 2009

Les personnes en situation de pauvreté sont confrontées à différentes formes de discrimination lorsqu'elles recherchent un emploi. Hormis la discrimination sur base de la nationalité, l'origine, la langue... des facteurs liés à la pauvreté jouent. C'est la rançon d'une vie en pauvreté, qui souvent a une influence sur la santé physique des gens, ce qui est parfois visible. Parfois, ils sont aux prises avec un surplus de poids, une denture pas soignée, ou simplement ils n'ont pas l'énergie, l'attention, les savoirs-faire et les moyens de soigner de façon optimale leur physique. Sur base de cela, ils sont souvent carrément refusés lors d'un entretien de candidature.

**Par sa nouvelle stratégie, l'Union européenne doit assurer suffisamment d'emplois pour les personnes appartenant à la population active en capacité d'assumer un travail. L'UE doit investir constamment dans des emplois de qualité de différents types et de différentes natures (à la fois pour des personnes hautement qualifiées ainsi que pour celles sans diplôme). Elle doit également encourager les Etats Membres à lutter avec fermeté contre la discrimination, afin de l'exterminer.**

- **Flexicurité**

La politique de l'emploi actuelle préconise la flexicurity ou flexicurité. Le terme de flexicurité a été développé pour combiner deux aspects importants du marché de l'emploi : la flexibilité et la sécurité. Ainsi, elle pourrait s'adapter aux changements actuels du marché de l'emploi qui exigent de plus en plus que les gens soient flexibles et puissent s'adapter continuellement. Les travailleurs doivent pouvoir passer d'un emploi à l'autre, de façon flexible. Afin de protéger le travailleur dans l'ensemble de ce processus de jobhopping, on y rajoute l'aspect de la sécurité.



Par là, la sécurité d'avoir un emploi est remplacée par la sécurité d'avoir de l'emploi : un emploi fixe est « démodé » et ne convient plus à la société actuelle. La citation suivante démontre toutefois que cette politique de flexicurité ne va pas à l'encontre des besoins des personnes en pauvreté.

*L'aide au niveau du travail est toujours en faveur des employeurs. Il faut sécuriser le futur des travailleurs en leur donnant des contrats fixes. Et il faut éviter qu'on vire les gens. C'est ce qui arrive trop souvent. On engage quelqu'un pour un certain temps. Lorsqu'il a satisfait le besoin de l'entreprise, il est viré.*

Alpha 5000, Namur, le 26 novembre 2009

*Après une recherche intensive de plus de 8 mois, x a trouvé un travail, il s'agit toutefois d'un contrat de remplacement qui dit que, si le travailleur précédent revient, x devra arrêter le travail de façon immédiate.*

Samenlevingsopbouw Antwerpen Stad, dossier werkpunt, 2009

*X a un contrat de 25 heures par semaine chez ISS pour le nettoyage. Elle a deux lieux de travail, le bureau de quartier et une école. Le problème est que, quand l'école est fermée – pendant les vacances –, elle ne reçoit pas de salaire pour ces jours-là. [...] Madame aurait dû signer un document où elle devait choisir entre aller travailler autre part pendant les périodes de fermeture de l'école ou utiliser l'absence autorisée, sachant qu'elle ne recevra pas de salaire.*

Samenlevingsopbouw Antwerpen Stad, dossier werkpunt, 2009

*Quelles sont les constatations? L'idée de la flexibilité sur le marché de l'emploi mène à un nombre élevé d'emplois temporaires, des intérim, des chèques services... la conséquence en est que les contrats de qualité et durables, qui sont très importants pour la sécurité de vie et pour la lutte contre la pauvreté, disparaissent de plus en plus. Sous le paragraphe de « travailleurs pauvres », nous avons déjà affirmé que la possibilité de se retrouver dans ce type d'emplois précaires est distribuée de façon inégale parmi la population. Ce sont les personnes en situation de pauvreté qui, le plus souvent, se retrouvent dans ces situations de travail précaires et incertaines. Le revers de la médaille est qu'apparemment on ne réussit pas à réaliser la flexicurité pour tous : l'aspect de la sécurité disparaît, l'ouvrier se retrouve dans un circuit de travail précaire et, à chaque fois, il lui faut de nouveau accéder au marché de l'emploi. Une fois de plus, cela démontre que l'aspect de bien-être de la stratégie de l'emploi de l'UE se réalise trop peu. Les personnes en situation de pauvreté ont souvent besoin d'un emploi fixe, qui leur offre la sécurité, mais également de la tranquillité dans leur vie qui est souvent chaotique. Nous avons déjà abordé l'activation et le fait qu'il faut donner le temps aux personnes en situation de pauvreté d'offrir une réponse aux autres besoins importants présents dans leur vie. C'est une situation intenable de, en plus de « boucler le budget », trouver à chaque fois le temps et la force de (re)commencer la recherche d'un emploi.*

*Un emploi fixe de qualité, hormis la sécurité, offre également un environnement où elles peuvent construire quelque chose, un environnement de confiance, nécessaire pour s'épanouir. Souvent, du fait de l'excès de contrats temporaires et de courte durée, elles n'y arrivent pas.*



*L'idée de flexicurité suppose une situation où tout le monde peut livrer suffisamment d'énergie et de motivation pour faire face à chaque fois au changement d'emplois et de fonctions. Nous constatons que les personnes en situation de pauvreté, au contraire, ont besoin d'éléments constants dans leur vie, c'est aussi vrai en ce qui concerne le travail. Ceux-ci ne sont pas concernés par la flexicurité ou la sécurité de l'emploi, mais par la sécurité d'avoir un travail déterminé. La politique de flexicurité favoriserait ceux qui ont un certain prestige sur le marché de l'emploi. Les personnes disposant de beaucoup de compétences et de connaissances peuvent ainsi bénéficier de leur force concurrentielle :*

*Les grands patrons des banques sont virés, mais ils gagnent de toute façon, ils continuent à gagner. Ceux qui se trouvent en bas de l'échelle et qui sont virés doivent faire attention à ce qu'ils font et ont du mal à trouver un autre travail.*

**Overleggroep Werk en Sociale Economie, Bruxelles, le 2 juillet 2009**

*Le manager ne se trouvera pas longtemps au chômage. Il recevra probablement des offres de différents coins le même jour. Et en plus, ils touchent encore une prime de licenciement ! Ce n'est quand-même pas équitable.*

**Groupe de travail tHope, Roulers, le 13 octobre 2009**

*La politique de l'emploi actuelle, où la flexicurité est promue, creuse l'écart entre riches et pauvres. Les personnes en situation de pauvreté éprouvent encore plus de difficultés pour répondre à leur besoin de sécurité et d'un emploi fixe.*

**Par sa politique de l'emploi, l'UE doit pouvoir garantir que la protection de l'individu ne soit pas rayée de la carte et encourager aussi la sécurité d'avoir un emploi déterminé.**

- **Economie sociale**

*Elle [la stratégie de Lisbonne] traite de chances et d'emploi, mais tout le monde ne PEUT pas le faire, par exemple les personnes ayant un handicap. Pour cela, l'économie sociale est très importante !! Il faut prêter de l'attention au social afin de donner à tous une place dans l'économie.*

**Overleggroep Werk en Sociale Economie, Bruxelles, le 2 juillet 2009**

*D'accord, nous devons tous recueillir beaucoup de connaissances, mais l'obligation de l'Etat de prendre soin des gens, comme les personnes ayant un handicap, ils peuvent quand même aussi participer à la société, ils peuvent aussi travailler, ils peuvent aussi contribuer, tu vois? Leurs possibilités. Et puis, tu rentres dans le thème des ateliers protégés et quoi encore. Le fait est que, en dehors du marché de l'emploi normal, les entreprises à but purement lucratif, l'Etat doit également prévoir de l'économie sociale.*

**Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009**

Pour bon nombre de personnes, un emploi constitue davantage qu'une source de revenus – permettant de mener une vie digne et humaine –, souvent, il constitue également une partie importante du projet de vie. Un travail dans le circuit économique normal n'est pas réalisable pour tous. Du fait de circonstances diverses, les gens parfois ont une série de limites les empêchant de fonctionner dans le circuit économique normal. Une vie en pauvreté souvent peut aussi avoir une influence sur la capacité des gens, leur santé mentale et physique, leurs possibilités d'exercer un travail à un certain rythme.

Toutefois, il est important que la société et le marché de l'emploi fassent aussi appel aux talents et aspirations de ces personnes. Un travail dans l'économie sociale peut former une alternative utile. Un travail dans l'économie sociale peut et doit apporter non seulement la mise à l'emploi, mais également le fait qu'ils puissent effectivement participer mieux à la société et que leur qualité de vie en général s'améliore. Aussi, l'économie sociale est-elle davantage que de la « création d'emploi pour ceux qui restent en arrière ». La plus-value se trouve dans son potentiel de lutte contre la pauvreté, dans la croissance de ses travailleurs appelés groupe cible et, souvent, elle représente également une plus-value sociale (et/ou écologique) générale. L'objectif explicite de mettre effectivement des personnes à l'emploi, de les renforcer, de les appuyer et de les faire s'épanouir, distingue l'économie sociale de la responsabilité sociétale des entreprises, où la maximisation des bénéficiaires – bien que prenant en compte la responsabilité sociétale – reste souvent le but principal.

Un bon exemple sont, en matière de pauvreté, les services de développement de quartier ou les services de proximité : ce sont des services reconnus au sein de l'économie locale de services, où des personnes en situation de pauvreté sont engagées et qui offre des services à des clients qui font également face à la pauvreté. Les résultats sont multiples : le travailleur peut s'épanouir dans un travail de qualité et durable, où il est respecté par les clients et par le biais de services, on lutte contre la pauvreté. Aussi plaidons-nous en faveur de stimuli forts pour de pareilles formes d'économie sociale et d'un développement d'un cadre européen permettant la mise en place de l'économie sociale et encourageant tous les Etats Membres à y investir.

La plus-value aspirée par l'inclusion sociale n'est pas atteinte spontanément ou automatiquement. Elle doit être effectivement considérée comme objectif à part entière, faute de quoi, l'économie « sociale » risque de glisser vers une économie de deuxième rang pour ceux restant derrière sur le marché de l'emploi et dans la société.

Aussi tenons-nous à formuler quelques observations :

*... alors l'économie sociale doit être de nature à ce que tu puisses suivre, car maintenant la conception de l'économie sociale est de produire tant qu'on ne forme plus ces gens. Voilà la différence. Du travail assez lourd, à tel point que les travailleurs ne savent plus comment s'en sortir. Les ateliers protégés, c'est la production à fond, hein, sinon nous ne pouvons plus faire assez.*  
Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

*...on paye vraiment trop peu à ces gens.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009



*Tu dois faire attention à ce que le bénévolat ne soit pas utilisé, ils participent à l'économie, mais ils n'ont pas la possibilité d'avancer, il faut les rémunérer. Tout le monde doit toujours avoir le droit à un emploi rémunéré. Maintenant les gens sont « déversés » dans des statuts déterminés. C'est un danger de l'économie sociale.*

Overleggroep Werk en Sociale Economie, Bruxelles, le 2 juillet 2009

*Les personnes dans l'économie sociale acquièrent peu de droits, par exemple le « arbeidszorg », un type de travail thérapeutique. Les gens choisissent consciemment et librement de travailler en tant que bénévole dans un statut de « arbeidszorg ».*

Overleggroep Werk en Sociale Economie, Bruxelles, le 2 juillet 2009

*Mon fils a un truc chez le Vlaams Fonds, que 30% de son salaire est remboursé par le Vlaams Fonds à son employeur. Mais cet employeur, qu'est-ce qu'il veut ? Il veut bien récupérer ce 30% ! Donc mon fils doit bosser d'autant plus et c'est l'employeur qui en profite à nouveau, et je trouve que cela ne va pas. »*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

## EMPLOI DURABLE ET QUALITÉ

**Au moyen de sa nouvelle stratégie, l'Union européenne doit assurer suffisamment d'emplois de qualité pour les personnes appartenant à la population active en capacité d'assumer un travail. Elle doit avancer comme priorité la qualité et la durabilité des emplois, et ne peut pas se fixer aveuglement sur l'objectif de 70%. Plutôt que sur le nombre de personnes mises à l'emploi, elle doit avoir, pour focus, le nombre de personnes se trouvant dans un emploi de qualité et durable. A cet effet, l'UE, par sa politique de l'emploi doit mener une réorientation prêtant à nouveau attention aux droits et au bien-être de l'individu. La situation dans laquelle se trouvent les travailleurs pauvres (« working poor ») doit être prévenue et bannie.**

Afin de garantir suffisamment de possibilités d'emploi de qualité, l'UE doit:

- investir constamment dans des emplois de qualité de différents types et de différentes natures (à la fois pour des personnes hautement qualifiées ainsi que pour celles sans diplôme)
- investir constamment dans l'économie sociale
- développer un programme qui soutient des projets d'économie sociale ayant pour objectif principal la lutte contre la pauvreté
- encourager la sécurité de l'emploi et non seulement la « flexicurité »
- développer un cadre où les pratiques d'abus du travailleur sont impossibles et peuvent être sanctionnées
- avec les Etats Membres, se fixer l'objectif de 0% de travailleurs pauvres pour 2020
- et plus particulièrement, la Direction Générale européenne de l'Emploi doit recevoir la tâche de rédiger un plan emploi sur mesure, en prenant en compte tout le monde. Les Etats Membres doivent en rendre compte dans leur Programme de Réforme Nationale, qui vise spécifiquement la mise en place d'emplois sur mesure.

Finalement, nous voudrions dédier une attention spéciale à la recommandation de la Commission européenne qui traite de l'inclusion active des personnes exclues du marché de l'emploi. Recommandation qui, à juste titre, clarifie l'idée que l'emploi consiste en une combinaison de plusieurs aspects. Au lieu d'une approche exclusive du marché de l'emploi, il faut prévoir également un revenu suffisant pour tous et l'accès à des services de qualité. De telles notes, réussissant à remettre le pilier social sur la carte de la politique européenne, doivent être encouragées.

### APPLIQUER L'INCLUSION ACTIVE

En octobre 2008, la recommandation de la Commission Européenne pour l'inclusion sociale des personnes exclues du marché du travail a été acceptée. Cette recommandation doit devenir une directive à partir de 2010, dans laquelle l'accent est porté de façon égale sur les trois éléments qui forment une seule entité (le revenu suffisant, le marché du travail inclusif et l'accès aux services). Ces constituants doivent tous être développés en même temps sans prédominance de l'un sur l'autre (comme dans la politique actuelle où toute l'attention est donnée au marché du travail).

### 4-3 Apprentissage

*Mon père était militaire professionnel et ma mère ne travaillait pas. Ma sœur, elle, a pu étudier, mais moi, je ne pouvais pas, cela n'allait pas. J'ai élevé mon fils moi-même et il a eu une bourse d'études. Moi, si dans le temps, j'avais eu une bourse d'études, j'aurais pu avancer. J'entends par là : si on ne te donne pas la chance, tu ne peux pas avancer.*  
Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

Dans la stratégie de Lisbonne, l'objectif est fixé de faire de l'UE l'économie de la connaissance la plus compétitive et dynamique du monde. Afin d'atteindre cet objectif, on mise fortement sur l'apprentissage tout au long de la vie, l'enseignement, les investissements dans la recherche...

La route vers une société de l'information est hasardeuse et requiert, d'un côté, de lourds investissements dans la promotion de cette politique de la part des autorités mais, de l'autre côté, la flexibilité et la disponibilité de recueillir le plus de connaissances possible de la part de ses citoyens.

*« L'investissement dans les ressources humaines et la mise en place d'un État social actif et dynamique revêtiront une importance capitale tant pour la place de l'Europe dans l'économie de la connaissance que pour faire en sorte que l'émergence de cette nouvelle économie n'ait pas pour effet d'aggraver les problèmes sociaux actuels que sont le chômage, l'exclusion sociale et la pauvreté. »*  
(Conseil Européen de Lisbonne 2000, les 23 et 24 mars).



Occuper, en tant qu'UE, une position forte dans la bataille des connaissances, implique qu'il vaut mieux que chaque habitant développe un arsenal de connaissances le plus large possible afin de pouvoir s'armer pour aller au combat. Dans la stratégie, on reconnaît que cela exige que le citoyen s'adapte :

*« Chaque citoyen doit être doté des compétences nécessaires pour vivre et travailler dans cette nouvelle société de l'information. Différents moyens d'accès doivent empêcher que des personnes soient exclues de l'information. »* (Conseil européen de Lisbonne 2000, les 23 et 24 mars).

En d'autres mots, d'emblée, la stratégie reprenait le danger d'exclusion à la connaissance. Nous voilà dix ans plus tard. Entre-temps, la politique de « connaissance » s'est exprimée pleinement dans notre société. La connaissance ne se limite plus au domaine des écoles ou des centres de formation, au contraire, dans la vie quotidienne aussi, on est de plus en plus confrontés à des contextes présupposant une certaine connaissance. Par conséquent, quand les gens n'ont pas accès à cette connaissance, leur fonctionnement quotidien dans cette société de la connaissance est influencé. Les personnes en situation de pauvreté doivent savoir comment continuellement franchir ces seuils.

*Il s'attendent à ce que tout le monde puisse travailler avec un ordinateur, et que tout le monde en ait un!*»  
Overleggroep Werk en Sociale Economie, Bruxelles, le 2 juillet 2009

*Le frère de mon copain est plombier. Avant, il s'agissait de travailler avec un peu de matériel de base, mais maintenant on utilise des caméras hyper-grandes, mais il ne sait pas au juste comment les utiliser. Il faut déjà avoir suivi une formation pour... Et puis quand finalement, il saura, au fond, il se peut que dans cinq ans, ils inventent autre chose. »*  
Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

*Je connais quelqu'un qui travaille pour la SNCB, et qui doit apprendre à mesurer les circuits inférieurs et supérieurs, mais bon, c'est quelque chose de nouveau, n'est-ce pas ?»*  
Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

Prendre la connaissance comme pilote de l'économie sans pour autant y garantir l'accès immédiat pour tous creuse un écart entre ceux qui disposent de la connaissance et ceux qui n'en disposent pas, qu'un « dedans et dehors » est créé. « Tout tourne autour de la compétitivité : celui qui a plus de connaissance gagne. Certaines personnes peuvent se développer, profiter de la société. D'autres, par contre, ne le peuvent pas ; ils n'ont pas l'opportunité. L'écart augmente. » (Groupe de travail De Schakel, Bruxelles, le 30 octobre 2009).

Entre-temps, la société évolue de plus en plus vers une société qui vise la connaissance, ce qui implique que les gens doivent être renseignés, informés... continuellement afin de pouvoir participer. De paire avec la croissance de la société de la connaissance, de plus en plus d'exigences sont introduites pour pouvoir participer à cette société de la connaissance.

*Bientôt, il te faudra un diplôme pour pouvoir suivre depuis la base. Le niveau augmente à chaque fois, on exige de plus en plus. Si tu le compares avec le passé, avant il était déjà bien d'avoir terminé l'enseignement secondaire, maintenant on t'oblige presque à terminer la haute école ... »*  
Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

Ceci ne veut pas dire que les personnes en situation de pauvreté soient contre la société de la connaissance.

*Que plus d'enfants aillent à l'école... On ne peut que l'encourager !"*  
Groupe de travail t'Hope, Roulers, le 13 octobre 2009).

*Mise à part cette stratégie, il n'est pas une mauvaise idée d'avoir le plus possible d'enfants et de jeunes dans l'enseignement, hein.*

*Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009*

*Peut-être elle n'est pas mauvaise, cette connaissance, mais elle est répartie de façon inégale.*  
*Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009*

Le problème se situe plutôt au niveau de la constatation que l'accès à la connaissance n'est pas garanti. L'économie de la connaissance doit pouvoir réaliser l'accès à la connaissance pour tous et toutes.

*Cette économie de la connaissance, en soi, c'est une bonne idée, mais est-ce qu'elle part de l'idée que tout le monde sait suivre? Cela n'est pas une bonne idée.*  
*Overleggroep Werk en Sociale Economie, Bruxelles, le 2 juillet 2009*

*En fait, le problème commence dès l'école. Pour certains, aller travailler n'est pas une option, c'est inaccessible, parce qu'ils n'ont jamais eu la chance d'apprendre suffisamment. Dans les familles vulnérables, tu vois déjà le plafond de verre. Overleggroep Werk en Sociale Economie, Bruxelles, le 2 juillet 2009*

Une étude menée dans 15 pays européens différents, par le Hoger Instituut Voor Arbeid (HIVA), concernant les caractéristiques influençant la participation à l'apprentissage tout au long de la vie, démontre qu'effectivement, il y a un accès inégal. L'accès inégal à l'apprentissage tout au long de la vie dépend de différents facteurs. On constate, par exemple, que les jeunes suivent plus de formations que les personnes plus âgées, que les personnes de hautes qualifications participent jusqu'à sept fois plus à l'apprentissage tout au long de la vie que les personnes de basses qualifications, que les personnes mises à l'emploi suivent plus souvent une formation que ceux qui ne travaillent pas et que l'inégalité se déploie également entre les hommes et les femmes, les femmes participant plus que les hommes (Boeren & Nicaise, Vanderleyden, Callens en Noppe, 2009). En bref, les groupes les plus vulnérables au sein de la société se révèlent souvent comme les catégories les plus exclues.



*Surtout les gens de basses qualifications se trouvent dans la misère, ils n'avancent pas parce qu'ils n'ont pas eu de formation supérieure. Donc, ils devront toujours faire un travail moins rémunéré et, quand tu tombes malade et que tu ne peux plus travailler, on t'oblige à travailler comme bénévole, et encore, tu n'es pas payé et de nouveau, tu te retrouves dans la classe la plus basse de la société. Tu dois travailler comme volontaire et tu ne reçois aucune compensation, il faudrait que ce bénévolat devienne plus intéressant. Les gens sont obligés d'aller manger avec leur revenu bas chez poverello, ça coûte un euro vingt. Mais il n'y a pas d'alternative. C'est un peu un cercle vicieux. Si tu perds ton travail, tu perds vraiment beaucoup trop. Les gens avec une vulnérabilité psychique et toutes ces affaires, en fait c'est parce que tu n'as jamais eu un diplôme supérieur.*  
Groupe de travail Wieder, Bruges, le 18 août 2009

*Les entreprises touchent de l'argent des autorités pour offrir des cours ou des formations supplémentaires à leurs travailleurs. Mais à qui sont-ils destinés, crois-tu ? A la femme qui prépare le café ou fait le nettoyage, celui qui travaille à la chaîne ? Non, ce sont les managers qui le reçoivent, ceux qui ont déjà l'argent et les bénéficiaires.*  
Groupe de travail t'Hope, Roulers, le 13 octobre 2009).

En ce qui concerne les personnes les plus vulnérables au sein de la société, la prochaine stratégie devra réaliser des investissements spécifiquement dirigés pour garantir l'accès à la connaissance. Mais, comment l'UE peut-elle faire en sorte pour que cet accès à la connaissance soit garanti ? Afin de trouver une réponse à cette question, nous devons retourner à la stratégie de Lisbonne elle-même qui affirme que :

« Les systèmes européens d'éducation et de formation doivent s'adapter tant aux besoins de la société de la connaissance qu'à la nécessité de relever le niveau d'emploi et d'en améliorer la qualité. Ils devront offrir des possibilités d'étude et de formation conçues en fonction de groupes cibles et des différentes étapes de la vie : les jeunes, les adultes sans emploi et les travailleurs dont les compétences risquent d'être dépassées en raison de la rapidité des changements. » (Conseil européen de Lisbonne 2000, les 23 et 24 mars).

Ce qui saute aux yeux, c'est que c'est surtout l'adaptation des systèmes d'éducation et de formation aux besoins de la société de la connaissance et au marché de l'emploi. Une fois de plus, nous retrouvons dans cette citation la motivation économique bornée de l'UE. L'apprentissage, tout au long de la vie, en fonction de l'économie, paraît constituer la préoccupation principale. Par après seulement, « on y rajoute vite » que celui-ci doit être conçu en fonction de groupes cibles spécifiques. Il s'agit d'un engagement non véritable, insuffisant pour augmenter l'accès à l'apprentissage tout au long de la vie. Le discours de l'apprentissage tout au long de la vie est « encadré » par et sujet au progrès économique.



*Il ne vont pas mettre de l'argent sur moi. C'est-ce qu'ils m'ont dit littéralement ! Pourtant ce n'était pas un travail difficile, on te donnait une formation en travaillant. Mais il m'ont dit que ce n'était pas pour moi, que c'était au-delà de mes capacités. « Reviens un autre jour si tu veux??' » Et j'ai même pas eu l'opportunité de montrer de quoi je suis capable.*  
Groupe de travail t'Hope, Roulers, le 13 octobre 2009).



*La connaissance doit être accessible pour tous et doit, par conséquent, être gratuite, comme l'école. Ce ne doit pas être l'argent qui en décide!*

Groupe de travail La Rochelle, Roux, le 25 novembre 2009

*La formation doit viser justement ceux qui en ont le plus besoin!!*

Alpha 5000, Namur, le 26 novembre 2009

Les opportunités de formations supplémentaires ne sont pas attribuées aux personnes qui en ont le plus besoin. Les employeurs, tout comme les autorités, jouent un rôle important quand il s'agit d'offrir des opportunités et un accès à une formation.

Apparemment, il manque un élément dans la politique d'apprentissage au cours de la vie promue par l'UE. La politique ne doit pas seulement s'adapter à l'économie, mais doit également considérer les besoins et les désirs des personnes en situation de pauvreté pour instaurer une telle politique. Ceci implique une meilleure compréhension du vécu des personnes en situation de pauvreté et les seuils auxquels elles sont confrontées pour participer à un programme d'apprentissage. Dans les situations suivantes, les personnes en situation de pauvreté indiquent quelques-unes des limites.



*Suivre une formation supplémentaire après mon boulot? C'est une blague, n'est-ce pas? Il n'y a pas d'argent, pas de temps, comment m'y rendre? Qui parcourra les devoirs avec les enfants? Et qui cuisinera? Qui lavera? Qui tiendra à jour la comptabilité journalière? Qui fera les achats?"*

Groupe de travail 2 De Schakel, le 10 novembre 2009

*L'idée des jeunes avec un diplôme, elle est belle, mais bon nombre de personnes en situation de pauvreté ne peuvent pas payer d'études supérieures pour leurs enfants. C'est une sorte de cercle vicieux. Ces gens ne peuvent pas se permettre de leur faire suivre une telle formation lourde, ce sont des problèmes récurrents chez les personnes en pauvreté. Tu n'as pas les mêmes possibilités de choix que quelqu'un qui peut aller travailler, qui gagne bien, qui a un ordinateur,...*

Groupe de travail Wieder, Bruges, le 18 août 2009

*Dans la stratégie, les gens sont exclus peu à peu. Tu dois étudier, avoir des diplômes, etc. mais ce qu'ils oublient, c'est qu'une condition de cet apprentissage est d'avoir satisfait tous les besoins de base de tout le monde. Si je dois payer mon loyer, je ne peux pas faire suivre une formation supplémentaire à mes enfants. Et voilà, d'emblée, les opportunités sont inégales. Dans cette stratégie de Lisbonne, ils ont oublié de penser d'abord aux besoins de base, qui ne sont pas une évidence pour tous.*

Groupe de travail 1 De Schakel, Bruxelles, le 30 octobre 2009

*Pouvoir satisfaire les besoins de base de tous les citoyens est une condition pour la croissance, cela est valable au niveau individuel mais aussi aux niveaux communautaire, national et européen. Aujourd'hui, on en tient trop peu compte. Souvent, on part de l'idée que « tout est en ordre pour tout le monde ». Mais alors, ils oublient une partie TRES importante de la population !*

Groupe de travail 1 De Schakel, Bruxelles, le 30 octobre 2009

*Tu dois étudier, avoir des diplômes. Mais le loyer est élevé ! Avec quel argent alors payer une formation ? Tu dois d'abord payer l'essentiel, ce sont mes soucis, et puis après, on peut penser à une formation. Le loyer est un besoin de base, cela vient en premier lieu.*

Groupe de travail 1 De Schakel, Bruxelles, le 30 octobre 2009



Dans les citations précédentes, deux limites importantes sont soulevées, notamment le prix et le manque de temps. Des stimuli financiers pourraient donc aider à augmenter la participation à l'enseignement et aux formations. Quelqu'un a mentionné avant que l'enseignement devrait être gratuit pour en garantir l'accès à tous.

Un deuxième seuil important est le manque de temps. Les personnes en situation de pauvreté mènent un combat quotidien pour essayer de survivre (paiement du loyer, études des enfants, ménage...) et ne peuvent pas libérer de temps pour suivre un programme d'apprentissage, justement parce qu'à ce moment-là, elles devraient laisser tomber d'autres responsabilités. Que, dans de telles circonstances, « une formation ou un cours supplémentaires » ne constitue pas une priorité, n'est pas surprenant. La lutte pour la survie occupe trop de temps et est assez stressante en soi. Pour bon nombre de ces personnes, une formation constitue donc une préoccupation supplémentaire. N'ayant pas l'espace pour reprendre haleine, elles n'arrivent pas à suivre des formations.

*Mon fils, par exemple, a arrêté sans diplôme et là il aimerait bien recommencer, mais il ne peut simplement pas. Il travaille en pause, il n'est donc même pas possible d'aller à l'école de soir. Arrêter de travailler n'est pas une option non plus.*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

La politique peut avoir une approche préventive et éliminer les limites susmentionnées. Lors des conversations, les personnes en situation de pauvreté proposent aussi des solutions. Quels éléments peuvent augmenter la participation des personnes en situation de pauvreté à l'enseignement, aux formations et à l'apprentissage tout au long de leur vie ?

*Une bourse d'études pour les adultes, c'est ce qu'on devrait créer. Les gens qui n'ont pas eu l'opportunité d'étudier peuvent le faire après. Beaucoup de gens qui n'ont pas l'argent pour atteindre un certain but dans la vie, et si, dans le passé, ils sont restés sur la touche, tant pis, cela ne va pas, non ? [...] Oui, les gens qui, après, pensent « j'aurais mieux fait d'étudier ». Tu te retrouves dans les problèmes et il n'y a plus d'espace pour reprendre les études. Tant que tu as un revenu, c'est bien, mais bon, étudier et travailler et se tenir debout...*

Groupe de travail Vierdewereldgroep Mensen voor Mensen, Alost, le 21 septembre 2009

En plus, les personnes en situation de pauvreté indiquent qu'un aspect important de cet apprentissage est également l'environnement d'apprentissage, comme contexte plus large du processus d'apprentissage, comment se rapprocher des gens, quelle attitude est plus souhaitée...

*On doit prendre le temps d'écouter l'histoire des gens afin de leur conseiller une bonne formation, une formation qui leur convient bien. Cela doit se passer d'une telle façon.*

Alpha 5000, Namur, le 26 novembre 2009

*L'Europe doit appuyer les associations qui travaillent selon l'idée de la proximité, les travailleurs de proximité.*

Alpha 5000, Namur, le 26 novembre 2009

## UN SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE POUR TOUS ET TOUTES

**L'Union européenne doit lier sa politique actuelle de la société de la connaissance à une réglementation garantissant l'accès à cette connaissance pour tout le monde.**

- L'UE doit encourager ses membres à ce qu'ils appliquent la gratuité dans l'enseignement. Les Etats Membres doivent ainsi privilégier la qualité de l'enseignement public en excluant que l'accès à la connaissance soit monnayable.
- La politique de l'apprentissage tout au long de la vie doit s'adresser explicitement à ceux qui ont un besoin de soutien plus important que le citoyen moyen, particulièrement aux personnes en situation de pauvreté afin de leur permettre de combler leur retard. En effet, celles-ci ont la plupart du temps été exclues de l'accès aux opportunités de développement dans les premières années de leur vie.

Pour réaliser la participation des personnes en situation de pauvreté, il faut remplir quelques conditions qui facilitent l'accès à un programme d'apprentissage. Le point de départ est la garantie d'une situation financière saine pour tous et pour toutes (il faut augmenter les allocations et les revenus plus bas) ; le temps et le soutien moral sont également indispensables pour pouvoir participer. Très concrètement, il s'agit dans ce contexte d'une situation dans laquelle les personnes en situation de pauvreté ne reçoivent temporairement pas d'offres d'emploi concrètes de la part de l'office de l'emploi, mais au contraire, disposent de temps pour répondre à leur besoin de formation ou de résoudre les situations qui menacent leur personne ou leur famille. Dans ces conditions, les chances de réussite deviennent crédibles, qualitatives et durables.

## En Conclusion

La lutte contre la pauvreté nous concerne tous. Nous interpellons tous les décideurs politiques à entamer avec nous la lutte contre la pauvreté. La lutte contre la pauvreté ne relève pas de la responsabilité unique des ministres ou secrétaires d'état aux affaires sociales, bien-être et lutte contre la pauvreté, mais de tous, et ce, à chaque niveau, allant du local à l'europpéen.

Dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la voix des personnes en situation de pauvreté est nécessaire. La participation des personnes en situation de pauvreté à la politique forme la meilleure garantie d'une politique efficiente. Aussi aimerions-nous conclure ce rapport en lançant un appel à tous les décideurs politiques pour qu'ils reprennent et appuient les recommandations formulées dans ce rapport. Finalement, nous aimerions diriger cet appel particulièrement aux responsables de la Présidence belge de l'Union européenne en 2010. Ceci est un moment-clé. Nous comptons sur les gouvernements belges à tous les niveaux, avec les chefs d'Etat et de gouvernement, pour qu'ils poussent l'UE vers une Europe plus sociale et équitable, afin de garantir la lutte permanente contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

**La pauvreté est une injustice.**

**Nous la contestons et, pour ce faire, nous comptons également sur vous.**

## Sources:

- *An EU we can trust. Proposals on a new EU post-2010 strategy.* (2009). EAPN, juli 2009
- *Banen en groei in de EU. Een routekaart naar een duurzame toekomst.* 2008. Europese Commissie. Luxemburg: Bureau voor officiële publicaties der Europese Gemeenschappen, 2009.
- Boeren, E. & Nicaise, I. (2009). In: L. Vanderleyden, M. Callens & J. Noppe (red.), *De Sociale Staat van Vlaanderen 2009, p. 315-333.* Brussel: Studiedienst van de Vlaamse regering.
- COM (2005). *Mededeling aan de Europese Voorjaarsraad. Samen werken aan werkgelegenheid en groei. Een nieuwe start voor de Lissabon-strategie.* Brussel, 2.2.2005.
- Commissie van de Europese Gemeenschappen, 20.8.2009.
- *De interfederale Armoedebaarometer 2009.* Staatssecretaris voor Armoedebestrijding i.s.m. POD Maatschappelijke Integratie, Federale overheidsdienst Sociale Zekerheid en FOD economie.
- Dossier Werkpunt. 2009. Samenlevingsopbouw Antwerpen Stad.
- Eurobarometer 70, EC, december 2008.
- European Citizen s Consultation, 2009.
- *Naar meer groei. De economie van de EU. Europa in Beweging.* September 2003. Europese Commissie.
- Ontwerp. Conclusies van het voorzitterschap. Europese Raad van Lissabon. Ontwerp 23 en 24 maart 2000.
- Rapport project Bridges for Inclusion. Juni 2008. *De onderlinge verbinding tussen de werkgelegenheidsstrategie, en de strategie voor sociale inclusie: een virtueel of virtuoos huwelijk?* EC. European Community programme for Employment and Social Solidaritu PROGRESS 2007-2013.
- Rawls, J. (2001). *Justice as Fairness: A Restatement.* Cambridge, Belknap Press.
- Stiglitz, Sen & Fitoussi (2009). Report by the Commission on the measurement of economic performance and social progress.
- Storms, B. & Van Den Bosch, K. (red.) (2009). Wat heeft een gezin minimaal nodig? Een budgetstandaard voor Vlaanderen. Leuven: Acco.
- Vandermeerschen, E. (juli 2007). *Valkuilen, hefbomen en acties voor het zinvol en duurzaam activeren van mensen in armoede naar kwalitatieve tewerkstelling.* Eindrapport van het project 63 Het activeren van mensen in armoede naar werk: van good en bad practices tot mogelijke remedies. Brussel: Vlaams Netwerk an verenigingen waar armen het woord nemen.
- Verslag Werkgroep Alpha 5000. Namen. 26 november 2009, 13u..
- Verslag Werkgroep 1 De Schakel. Brussel. 30 oktober 2009. 12u30..
- Verslag Werkgroep 2 De Schakel. Brussel. 10 november 2009, 12u..
- Verslag Werkgroep De Brug. Hasselt. 1 september 2009, 14u..
- Verslag Werkgroep La Rochelle. Roux (Hainaut). 25 november 2009, 11u30..
- Verslag Werkgroep t Hope. Roeselare. 13 oktober 2009, 19u30..
- Verslag Werkgroep Vierdewerldgroep Mensen voor Mensen. Aalst. 21 september 2009, 19u30..
- Verslag Overleggroep Werk en Sociale Economie. Brussel. 2 juli 2009, 10u..
- Verslag Overleggroep Werk en Sociale Economie. Brussel. 22 oktober 2009, 10u..
- Verslag Werkgroep Wieder. Brugge. 18 augustus 2009, 14u..
- Verslag Werkgroep Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP), Namen, 9 oktober 2009, 10u..
- Vranken, J., De Boyser, K., Dierckx D. & Campaert G. (red.) (2007). *Armoede en sociale uitsluiting.* Jaarboek 2007. Leuven: Acco.
- Vranken, J., Campaert, G., e.a. (2008). *Armoede en sociale uitsluiting. Jaarboek 2008.* Leuven: Acco
- Vranken, J., Camaert, G. Dierckx, D. & Van Haarlem A. (red.) (2009). *Armoede en sociale uitsluiting. Jaarboek 2009.* Leuven: Acco
- Wilkinson R. & Pickett, (2009). The Spirit Leven: Why More Equal Societies Almost Always Do Better.

## Sources en ligne:

- [HTTP://ECONOMIE.FGOV.BE/NL/BINARIES/PR128\\_NL%5B1%5D\\_TCM325-31933.PDF](http://ECONOMIE.FGOV.BE/NL/BINARIES/PR128_NL%5B1%5D_TCM325-31933.PDF)
- [HTTP://EPP.EUROSTAT.EC.EUROPA.EU/CACHE/ITY\\_OFFPUB/KS-SF-09-046/EN/KS-SF-09-046-EN.PDF](http://EPP.EUROSTAT.EC.EUROPA.EU/CACHE/ITY_OFFPUB/KS-SF-09-046/EN/KS-SF-09-046-EN.PDF)
- [HTTP://VL.ATTAC.BE/ARTICLE750.HTML](http://VL.ATTAC.BE/ARTICLE750.HTML)
- [HTTP://WWW.OECD.ORG/DATAOECD/45/42/41527936.PDF](http://WWW.OECD.ORG/DATAOECD/45/42/41527936.PDF)

